LA LIBERTÉ
Depuis 1913

JOURNAUX CENTENAIRES DU CANADA
CENTENARY NEWSPAPERS OF CANADA

ACTUEL


photo : Manella Vila Nova

MICHELLE KELLER, FRANCOPHONE ASSUMÉE

Michelle Keller raconte son parcours de femme née dans une famille polonaise et qui a fréquenté les écoles d'immersion par la simple volonté de ses parents d'en faire une trilingue fonctionnelle. Longtemps identifiée comme francophile, elle se décrit aujourd'hui elle-même comme une francophone. Une de celles « qui a une affinité spéciale avec le français », comme le définit la Loi 5, adoptée à l'unanimité en juin 2016.

A12 et A13

BE SEXY
READ FRENCH

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996
2,20 $ + TAXES

WWW.LA-LIBERTE.MB.CA

VOL. 103 N° 47 • 22 AU 28 MARS MARS 2017
SAINT-BONIFACE

NOUVELLE CASERNE, NOUVELLE VIE



photo : Daniel Bahuaud

Rien ne prédestinait l'enseignante de 3e année Jacqueline Lemoine à devenir un jour pompier volontaire. Sauf peut-être le rêve d'enfance de son père et le fait que le développement de son village a nécessité la construction d'une caserne de pompiers.

La caserne de Sainte-Agathe devrait voir le jour à l'automne 2017.

Lorsque la Municipalité de Ritchot a souligné qu'il faudrait des volontaires pour sa nouvelle caserne de pompiers à Sainte-Agathe, 26 personnes se sont présentées. Depuis septembre, la jeune femme fait partie des 16 personnes retenues.

Elle est en formation pour devenir la deuxième femme pompier de la municipalité. À la fin de son parcours, elle aura consacré plus de 200 heures à sa formation avant de pouvoir éteindre son premier incendie.

| Page B7.

Citation DE LA SEMAINE

« Nous arrivions d'un pays avec une seule langue officielle. Nous trouvions l'aspect bilingue totalement unique et avons pensé que l'immersion était l'idéal pour nos enfants. »

Les parents de Michelle Keller ont immigré de Pologne dans les années 1980. Alicja Keller a tout de suite été séduite par le concept d'un pays bilingue et n'a pas hésité à inscrire sa fille en immersion. Un parcours qui a poussé la jeune femme à se définir aujourd'hui comme une francophone à part entière.

| Pages A12 et A13.

Gagnant du grand prix d'Excellence générale
DE L'ASSOCIATION DE LA PRESSE FRANCOPHONE

RECONNU EN 2016 AU
CONCOURS DES JOURNAUX RÉGIONAUX CANADIENS

Le SOMMAIRE

Tadens Mpwene, le trait d'union entre Kinshasa et le Manitoba



« Nelson », ça aurait pu être lui. Comme le personnage de cette bande dessinée, que vous retrouverez toutes les semaines dans *La Liberté*, Tadens Mpwene est né en Afrique, en République démocratique du Congo plus précisément. Un pays où, dès l'âge de 4 ans, Tadens a découvert sa fibre artistique, au travers des dessins animés diffusés à la télévision. Comme Nelson, c'est à l'Université de Saint-Boniface, à 12 000 kilomètres de chez lui, que Tadens a choisi de poursuivre ses études en administration des affaires, dès l'hiver 2014. Et, comme Nelson, Tadens a vécu une à une les différentes étapes de l'expatriation. À commencer, on s'en doute, par l'adaptation climatique…

Mais la comparaison s'arrête là. Car Tadens Mpwene, devenu entretemps caricaturiste pour *Le Réveil*, le journal des étudiants de l'USB, a appris à manier l'humour aussi sûrement qu'il fait courir son crayon sur le papier. Et c'est par l'humour que *La Liberté*, en se lançant dans cette aventure dessinée, a choisi de mettre en scène ce choc des cultures. En grossissant le trait, comme on dit. Alors, s'il y a du Tadens dans ce personnage de Nelson, c'est du côté du talent esthétique qu'il faut aller le chercher.



DESSINS : TADENS MPWENE • SCÉNARIO : LA LIBERTÉ

À retrouver chaque semaine en page 2 du journal.

LA LIBERTÉ
Depuis 1913

Journal hebdomadaire publié le mercredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Téléphone : (204) 237-4823
Télécopieur : (204) 231-1998
www.la-liberte.mb.ca

Ouvert de 9 h à 17 h du lundi au vendredi

APF Association de la presse francophone • Fondation Donatien Frémont • Réseau Sélect • CMCA Audited

LE JOURNAL

Directrice et rédactrice en chef :
Sophie GAULIN
la-liberte@la-liberte.mb.ca
Directrice adjointe :
Lysiane ROMAIN
Rédacteur en chef associé :
Bernard BOCQUEL
bbocquel@mymts.net
Journaliste :
Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca
Journaliste et Webmestre :
Barbara GORRAND
presse3@la-liberte.mb.ca
Chef de la production :
Véronique TOGNERI
production@la-liberte.mb.ca
Adjointe à la direction
Facturation/Abonnement :
Roxanne BOUCHARD/Marta GUERRERO
administration@la-liberte.mb.ca
Caricaturiste :
Cayouche (Réal BÉRARD)

LA LIBERTÉ COMMUNICATION

La Liberté Réd est un département de services en rédaction, graphisme, marketing, communication et production vidéo.

Coordonnatrice :
Lysiane ROMAIN
promotions@la-liberte.mb.ca

Publi-reporters :
Valentin CUEFF
presse2@la-liberte.mb.ca
Léo GAUTRET
presse1@la-liberte.mb.ca
Morgane LEMÉE
presse5@la-liberte.mb.ca
Manella VILA NOVA
presse4@la-liberte.mb.ca
Amine ELLATIFY (vidéos)
presse6@la-liberte.mb.ca

Le journal ***La Liberté*** est ouvert à la publication de toute lettre à l'éditeur à condition que l'auteur(e) soit identifiable (les noms de plume ou pseudonymes ne sont pas acceptés) et qu'elle ne contienne pas de propos diffamatoires. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur des lettres ou de retourner celles dont la formulation n'est pas claire. Merci d'envoyer vos lettres au plus tard le vendredi avant midi pour une possible parution la semaine suivante à l'adresse : **la-liberte@la-liberte.mb.ca**.

Veuillez noter que les chroniques, lettres et tribunes libres publiées dans *La Liberté* reflètent l'opinion de leurs auteur(e)s et pas forcément celle du journal.

L'heure de tombée pour les annonces est le mercredi 16 h pour parution le mercredi de la semaine suivante. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

L'abonnement annuel :
Manitoba : 64,50 $
(TPS et taxe provinciale incluses)
Ailleurs au Canada : 69,85 $ (TPS incluse)
États-Unis : 180,50 $ • **Outre-mer :** 247 $

Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de **Derksen Printers à Steinbach**.

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS
N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996

ISSN 0845-0455

« Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada. » Canada

ACTUALITÉS

QUESTIONS À DUANE BROTHER, DE LA DIVISION SCOLAIRE LOUIS-RIEL

L'immersion : l'heureux casse-tête

Propos recueillis par
Daniel BAHUAUD

À Louis-Riel, les inscriptions en immersion montent en flèche. D'évidence, un défi.

C'est un bon défi. À la fin des années 1990, à peu près 15 % des élèves de notre division fréquentaient les écoles d'immersion. Aujourd'hui, 4 664 de nos 15 036 élèves fréquentent nos 12 écoles d'immersion. C'est 31 % des élèves. Ailleurs à Winnipeg, les inscriptions tournent autour de 19 %.

À quand remonte la hausse des inscriptions?

Depuis toujours. Mais le défi est devenu criant il y a cinq ans. C'est alors qu'on s'est mis à évaluer l'espace disponible pour l'immersion dans nos écoles. Il a fallu faire des ajustements. En 2014, on a ouvert la nouvelle école George-McDowell, une école de la 6e à la 8e année. La même année, il nous a fallu déménager les élèves de l'école Marie-Anne Gaboury à l'ancienne Hastings School. Question d'avoir plus d'espace.

Ce genre d'ajustements va-t-il rester nécessaire?

Absolument. Sinon, on sera en pénurie d'écoles secondaires. Nous allons devoir éliminer la 7e et la 8e année du Collège Béliveau, et renvoyer ces élèves aux écoles de sa zone de recrutement : les écoles Howden, Van Belleghem et Guyot. Une solution qui devrait fonctionner pour dix ans. Après quoi on devra demander une nouvelle école secondaire à la Province.

Et puis dans le nouveau quartier de Sage Creek, près de 45 % des parents veulent l'immersion. Dès 2020, on aura 900 élèves dans le quartier. On a donc demandé deux nouvelles écoles de la Province.

Comment expliquer la popularité de l'immersion dans Louis-Riel?

L'immersion est un programme qui a fait ses preuves. D'ailleurs, 25 % des parents qui inscrivent leurs enfants l'ont eux-mêmes fréquenté. Et le nombre d'enseignants d'immersion qui sont des anciens de notre programme continue d'augmenter. Ils font leur pédagogie à l'Université de Saint-Boniface et reviennent enseigner dans nos écoles. Ils ont l'immersion dans leur ADN. Et puis il y a le legs culturel francophone à Saint-Boniface et Saint-Vital. 77 % de nos élèves en immersion connaissent quelqu'un dans leur famille qui parle la langue. En plus, les nouveaux arrivants veulent apprendre les deux langues. C'est très encourageant. Je suis un Afro-Canadien de St. James. Je n'ai pas vraiment connu les années où certains parents méprisaient le français. Moi-même j'aurais voulu apprendre la langue. Nos commissaires sont complètement en faveur de l'immersion. Les mentalités ont évolué.



photo : Gracieuseté Division scolaire Louis-Riel

Duane Brothers est directeur général de la Division scolaire Louis-Riel depuis novembre 2013.

« TROIS VOIX À LA 3 »



Michel Lagacé

Un geste dérisoire qui mérite la dérision

En déposant la *Loi sur la responsabilité financière et la protection des contribuables* la semaine dernière, le gouvernement Pallister a prétendu assurer la saine gestion des finances publiques. En réalité, le gouvernement serait tout simplement tenu de réduire son déficit d'année en année. Le calcul du déficit ne tiendrait pas compte des pertes d'Hydro Manitoba, mais il inclurait les surplus de la Société des alcools et des loteries. Bref, le gouvernement pourrait se conformer à la loi très facilement sans jamais éliminer le déficit.

Dans une mesure encore plus répréhensible, le gouvernement prévoit un référendum non contraignant s'il propose d'augmenter certains impôts ou la taxe de vente. Alors, au lieu d'assumer sa responsabilité de prendre des décisions dans l'intérêt public, le gouvernement envisage de se cacher derrière un référendum sans être obligé de tenir compte des résultats. Il évite ainsi de remplir le devoir pour lequel il a été élu. En même temps, il se méfie de l'électorat qui, semble-t-il, serait incapable de comprendre le raisonnement du gouvernement s'il proposait d'augmenter les impôts.

Pour s'expliquer, le ministre des Finances a entonné l'analogie classique, affirmant que le gouvernement doit gérer ses finances comme doit le faire chaque famille. Or le niveau de la dette moyenne des ménages canadiens par rapport à leur revenu a atteint un sommet historique en 2016, se chiffrant à 1,67 $ pour chaque dollar de revenu disponible.

Bref, ce projet de loi n'assure aucunement la « responsabilité financière » que le titre laisse entendre. Il ne protège les contribuables de rien. Il est un geste chimérique, un écran de fumée qu'un gouvernement futur modifiera lorsque les circonstances l'exigeront.



Roger Turenne

L'étrange destin de Stéphane Dion

Stéphane Dion a rendu de grands services au Canada. Comme député dans les ministères qu'il a occupés, et comme chef du Parti libéral, il a fait preuve de dévouement, de courage et de rigueur intellectuelle, même si ses qualités de chef laissaient à désirer. Quand Justin Trudeau a formé son conseil des ministres, un incontournable M. Dion a obtenu le prestigieux ministère des Affaires étrangères.

Malheureusement, ses lacunes ont refait surface. Son esprit cartésien plutôt rigide ainsi que ses gaucheries ont créé plus d'une situation embarrassante. Avec l'arrivée de Trump à la Maison-Blanche, M. Trudeau n'avait d'autre choix que de le remplacer par une personne plus apte à naviguer en eaux troubles. Mais le ministre Dion ne voulait pas quitter son poste. Il a fallu plusieurs semaines pour le caser quelque part sans trop l'humilier. Le voilà donc simultanément ambassadeur auprès de l'Union européenne à Bruxelles et du gouvernement allemand à Berlin.

Il s'agit d'une bien mauvaise décision. Alors que l'Europe est en état de crise, et que le Canada vient de signer un important traité de libre-échange avec l'Union européenne, notre pays ne peut se permettre d'envoyer à Bruxelles un ambassadeur à temps partiel. La même logique s'applique pour Berlin. L'Allemagne est le pays le plus influent d'Europe et un partenaire essentiel pour le Canada.

M. Trudeau voulait régler un problème interne au Parti libéral. Résultat : il laisse perplexes nos alliés européens, qui y voient un manque de sérieux de notre part. Étrange destin que celui de notre ancien diplomate en chef : devenir lui-même l'objet d'une gaffe diplomatique.



Raymond Clément

Fédéral, provincial : à chaque budget ses défis

Qui dit printemps, dit budget : ce 22 mars pour Ottawa; le 11 avril pour le Manitoba. D'après les médias, il y a bien des incertitudes dans l'air. Certains commencent même à sonner l'alarme.

Du côté fédéral, on s'inquiète d'un déficit qui pourrait atteindre 30 milliards de $ en 2016/2017. Un montant beaucoup plus élevé que les 10 milliards de $ estimés par le Parti libéral durant la campagne électorale de 2015.

Il est vrai que le Canada peut absorber davantage de dépenses et d'investissements gouvernementaux parce que les économies canadienne et mondiale sont encore fragiles. Les bas prix du pétrole et des matières premières n'arrangent pas non plus les recettes des gouvernements.

Les autres obstacles que doit affronter l'économie canadienne sont une faiblesse anticipée des investissements privés en 2017, et l'endettement historique des ménages canadiens. Par contre, les faibles taux d'inflation et d'intérêt permettent au gouvernement canadien de s'autoriser des déficits.

Il reste qu'il est vraiment temps qu'Ottawa lance ses projets d'infrastructures, de recherche et de développement de nouvelles technologies pour ramener l'économie dans la bonne direction afin d'assurer une croissance économique.

Du côté provincial, la situation est différente. Au contraire du Fédéral, le Manitoba a connu une longue série de déficits annuels consécutifs. Donc la Province a intérêt à ne rien précipiter, à conclure avec Ottawa une entente sur la santé et à espérer des investissements d'infrastructures fédéraux. Si le gouvernement Pallister s'en tient à sa volonté d'effectuer de grosses coupures, il risque d'affaiblir l'économie et d'aggraver davantage le déficit.

Éditorial



par Bernard Bocquel
bbocquel@mymts.net

La valeur canadienne suprême

Un des rôles du journaliste, c'est de susciter des questions. C'est même de susciter un questionnement. Les sondages font partie de la panoplie des outils qui permettent aux médias de sortir du particulier pour interroger et s'interroger sur la société. Les journalistes radio-canadiens ont bénéficié récemment de cette possibilité.

Le 13 mars, jour de la publication du sondage CROP-Radio-Canada, le directeur général de l'information à Radio-Canada, Michel Cormier, a mis la démarche du sondage dans la perspective suivante : « La crainte du terrorisme, la vague de réfugiés, la crainte de la mondialisation contribuent à un sentiment d'incertitude et de repli dans beaucoup de pays occidentaux. Le Canada, pour l'instant, semble moins affecté par ces phénomènes. Mais cela est-il vraiment le cas? »

L'ironie du sort a voulu que ce sondage a dû être effectué en deux temps, du 27 au 30 janvier, puis du 14 au 20 février, à cause de l'attentat meurtrier à la grande mosquée de Québec. Un temps on ne peut plus fort pour prendre « le pouls des Canadiens sur leur ouverture face aux immigrants et aux réfugiés, ainsi que sur leur perception des musulmans ».

Les journalistes radio-canadiens chargés de transformer les résultats du sondage en information sont arrivés à la conclusion générale suivante, c'est-à-dire au premier paragraphe de leur nouvelle : « Nous sommes généralement accueillants, mais aussi méfiants. »

Dans un pays où le recensement de 2011 a mis en lumière qu'un habitant sur cinq n'est pas venu au monde en sol canadien, être « généralement accueillants », c'est quand même la moindre des choses. Des immigrants, de nécessité économique, le Canada en reçoit *grosso modo* un quart de million par an. Dans bien des cas, les nouveaux arrivants n'ont rien à envier au niveau d'instruction des Canadiens de naissance.

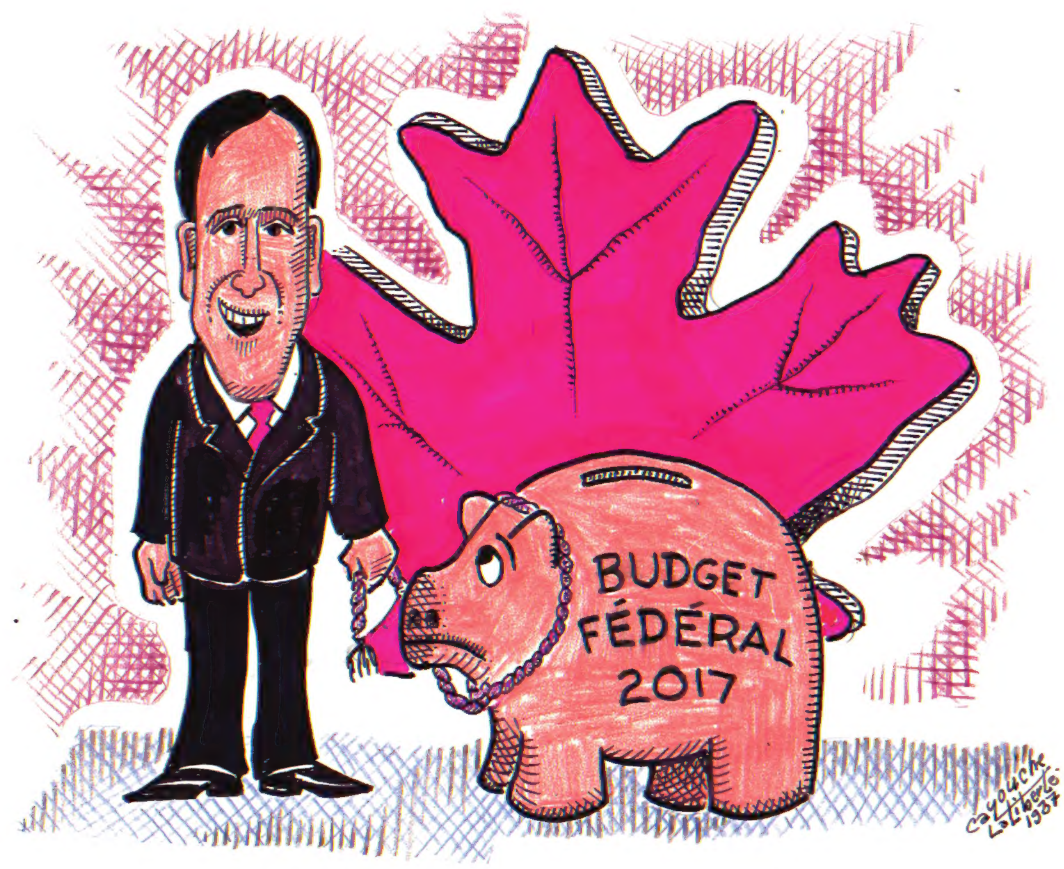
Les sondeurs constatent cependant que près de 40 % des répondants trouvent qu'il y a trop d'immigrants. Et « une majorité de Canadiens, tant au Québec que dans le reste du pays, estime que les immigrants devraient adopter les mœurs et coutumes du pays ». Ainsi, la proposition de la candidate à la direction du parti conservateur Kellie Leitch de dépister les immigrants et les réfugiées aux « valeurs anticanadiennes » est jugée « sensée » par une majorité de répondants.

Pour expliquer pareille attitude crispée, il faut admettre qu'un nombre important de Canadiens soupçonne que les nouveaux arrivants n'ont pas encore intériorisé l'exigence du compromis, conçu comme la valeur canadienne par excellence. La faute anticanadienne est de s'imposer. C'est le reproche adressé aux musulmans, quand ils osent afficher leurs différences religieuses sur la place publique. Les musulmans ne représentent que 3 % de la population, mais la peur irrationnelle d'être un jour dominé par une religion l'emporte chez bien des gens mal informés.

Trop de Canadiens sont sur la défensive envers l'autre, venu d'ailleurs. Ce sondage a le mérite de rappeler que les valeurs réputées canadiennes, comme le sens de la mesure et l'acceptation de la diversité, exprime le besoin d'une nécessaire tolérance. Mais la tolérance est une attitude passive. Elle nuit à l'épanouissement de la société canadienne, bâtie depuis toujours sur l'immigration. Au fond d'eux-mêmes, les Canadiens sentent bien que vouloir dominer l'autre est un cul-de-sac.

Toutes les sociétés plus ou moins obligées de s'ouvrir aux immigrants font face au même défi : faire de cette politique une chance d'ouverture, un vouloir d'élévation personnelle. Dans cette logique, la simple tolérance ne suffit plus. Une attitude dynamique est exigée. Il faut aller jusqu'au respect de l'autre. Il faut que la simple tolérance de l'autre devienne synonyme d'échec. Le sondage nous autorise à l'affirmer : c'est un sens du respect humain qui manque à trop de Canadiens.

Puisque le cinquième des 36 millions de Canadiens a fait du Canada sa terre d'adoption, il devrait quand même être concevable que la valeur canadienne suprême devienne celle de l'accueil respectueux. La curiosité des journalistes radio-canadiens a permis de confirmer que trop d'entre nous vivent dans la crainte, sont soumis au piège de la méfiance, restent coincés dans l'ornière de la tolérance.



Écrivez-nous!

Le journal *La Liberté* est ouvert à la publication de toute lettre à l'éditeur à condition que l'identité de l'auteur soit connue (les noms de plume ou pseudonymes ne sont pas acceptés) et qu'elle ne contienne pas de propos diffamatoires. La rédaction se réserve également le droit de limiter la longueur des lettres ou de retourner celles dont la formulation n'est pas claire. Merci d'envoyer vos lettres au plus tard le vendredi avant midi pour une possible parution la semaine suivante à l'adresse **la-liberte@la-liberte.mb.ca.**

TRIBUNE LIBRE

De peuple fondateur à communauté linguistique à minorité invisible



JEAN-PIERRE DUBÉ

Les racines de l'auteur de bestsellers sur les grandeurs et misères des tribus autochtones, Joseph Boyden, ont récemment été contestées en public, divisant les Premières Nations sur son appartenance. À partir de quelle définition les Autochtones fondent-ils l'identité? Celle des Métis fixée par la Cour suprême? Le débat apporte un nouvel éclairage sur la démarche fédérale visant à redéfinir l'ayant droit en vertu de la *Loi sur les langues officielles*.

L'Ontarien Joseph Boyden a écrit en dix ans trois romans primés, traduits et publiés par l'éditeur Albin Michel. Sa plus récente œuvre raconte les guerres fratricides entre tribus ontariennes. Au fil des ans, il s'est affirmé comme un militant pour les causes autochtones.

Tant et si bien que les Premières Nations du pays ont adopté le romancier comme un des leurs. Jusqu'à ce que le réseau APTN diffuse le 23 décembre une enquête sur ses relations avec les diverses nations auxquelles il a prétendu appartenir. Aucun lien n'a été confirmé. Au mieux, on a reconnu qu'il pouvait s'identifier comme métis.

N'est pas autochtone qui veut. Selon le consensus chez les Premières Nations, le test d'ADN compte moins que l'appartenance affirmée et reconnue. Cette approche reprend la définition de l'identité métisse de l'*Arrêt Powley* de la Cour suprême (2003) : posséder des preuves généalogiques, s'identifier comme membre d'une communauté et être reconnu par elle. L'ordonnance du tribunal aurait freiné la demande de carte métisse, stimulée par la popularité croissante du statut, surtout dans l'Ouest mais aussi en Ontario et au Québec.

C'est justement à cause de cet enthousiasme malvenu que les Premières Nations sont vigilantes par rapport à qui se réclame de leur identité. La francophonie ne jouit toutefois pas d'une telle force d'attraction.

À défaut de se perpétuer par la natalité, la culture et l'éducation, les communautés francophones se sont tournées vers l'immigration qui, jusqu'à présent, n'a pas donné de résultat concluant. On revendique aussi l'élargissement de lois et de règlements pour tenter d'inclure tout semblant de francophone, de près ou de loin, utilisant le français comme première, 2e ou 3e langue. On a persuadé le fédéral que c'était essentiel.

En novembre, les ministres Scott Brisson (Conseil du Trésor) et Mélanie Joly (Patrimoine canadien) ont annoncé la tenue de consultations pancanadiennes sur deux ans pour une révision complète des règles déterminant où et comment le fédéral est tenu d'offrir des services bilingues. La réforme incluant une redéfinition de la francophonie ne serait cependant mise en œuvre qu'après le recensement de 2021.

Cette approche va dans le sens contraire de celle des Premières Nations et des Métis. La francophonie hors Québec ne constitue pas une nation et n'entretient aucune velléité identitaire nationale ni provinciale. Comment identifier un ou une francophone : à quoi appartient-on et qui nous reconnaît? On est réduit au statut de locuteur d'une langue officielle protégée par la Constitution, là où le nombre le justifie.

L'urgence pousse les groupes militants à vouloir gonfler les statistiques sur le nombre de locuteurs, dans l'espoir de générer le déploiement de services bilingues dans autant de bureaux fédéraux que possible. Mais ce ne sont que des chiffres.

Les francophones de souche demandent peu d'être servis en français. Les jeunes se voient comme bilingues et n'ont pas d'appartenance à la francophonie, quasi invisible dans les médias. Sur quelles bases espère-t-on que les diplômés de l'immersion, les polyglottes et les nouveaux arrivants se prévaudraient davantage d'une offre élargie? C'est ainsi que la francophonie a évacué la question de l'appartenance soulevée par le cas de Joseph Boyden.

Comme bien d'autres, le romancier vedette désire d'être accueilli par les Premières Nations. Mais ça n'intéresse pas tellement.

Chez les francophones, au contraire, on est prêt à accueillir n'importe qui. Mais ça n'intéresse pas tellement non plus.

À part quelques exceptions, nos communautés francophones et acadiennes souffrent d'une désirabilité nulle. Pourquoi? Sans répondre à cette question, les organismes politiques continuent à courir après des subventions, encore persuadés de pouvoir faire mieux et plus. Comment exactement? Les stratégies actuelles sont usées jusqu'à la corde.

Nos militants suivent les procédures et applaudissent des élus qui consultent correctement. Nous ne dérangeons personne. C'est le signe d'une faillite de l'imagination.

Des décisions ont été prises au cours de notre histoire qui ont marqué profondément les rapports de force nationalistes au Canada. En 50 ans, on est passé de peuple fondateur à communauté linguistique à minorité invisible.

Aujourd'hui, dans l'indifférence, nous ne savons plus qui nous sommes.

La Promenade Taché pour mieux lier Winnipeg et Saint-Boniface

« Ensemble, on a vraiment de quoi célébrer »

Réaménagée et dotée d'une plateforme d'observation, la Promenade Taché fera partie d'un sentier qui unira Saint-Boniface, la Pointe Sud de l'embouchure de la rivière Assiniboine, et La Fourche. Un symbole concret de la dynamique possible entre francophones, anglophones et Autochtones.



Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Cheryl Oakden, de la firme Scatliff + Murray + Miller, est l'architecte et paysagiste chargée du projet. La Winnipégoise dans le métier depuis 1989 explique les grands objectifs du projet : « Le but est de rassembler littéralement et symboliquement nos communautés du centre-ville grâce à un sentier de 2,5 km. La Pointe Sud sera le sentier de la Réconciliation. Des monuments et éléments paysagers seront installés. Ils mettront en valeur la présence et les contributions des Autochtones.

« À Saint-Boniface, la Promenade Taché, ouverte en 1984, sera élargie pour qu'elle soit plus attrayante et accessible aux piétons et aux cyclistes. Une plateforme d'observation sera érigée à la hauteur de la rue Despins. Elle offrira des vues imprenables de l'Esplanade Riel, de La Fourche, du Musée canadien pour les droits de la personne en particulier. Et bien sûr les gens pourront contempler Saint-Boniface de la Pointe Sud ou encore de La Fourche. Ensemble, on a vraiment de quoi célébrer. »

Normand Gousseau, le directeur général d'Entreprises Riel, un des organismes qui a participé activement aux discussions entourant le projet, va dans le sens de Cheryl Oakden. « Tisser des liens entre les deux rives et plusieurs communautés, c'est bon pour les résidents du centre-ville, pour les Bonifaciens et pour les touristes. Je crois que la Promenade Taché et l'ajout de la plateforme d'observation attireront plus de gens sur la rive bonifacienne. On pourra mettre en valeur que la rivière a joué un rôle clé dans notre développement. Saint-Boniface et la Rouge, c'est l'arrivée de Provencher, des Sœurs grises, des Cathédrales. Et plus encore. »

Raymond Simard, consultant pour le projet de Renouveau de la Cathédrale, est du même avis : « La Cathédrale et son cimetière attirent déjà près de 100 000 visiteurs par année. En développant les rives du centre-ville, on augmente leur beauté et on attire plus de gens chez nous.



photo : Daniel Bahuaud

Cheryl Oakden, à l'endroit où sera construite la galerie d'observation de la Promenade Taché : « Le sentier sera sur la plus grande partie du trajet à l'épreuve des inondations. Seule la section derrière l'Hôpital Saint-Boniface passe parfois sous l'eau. C'est un élément du circuit qu'il faudra améliorer, à long terme. »

« Sur le plan humain, le projet est très bien pensé. Il unit déjà les Winnipégois. On a échangé des idées sur la meilleure façon de raconter nos histoires particulières. On a conscience de notre unité fondamentale, alors on a tous travaillé ensemble : l'Hôpital Saint-Boniface, le Musée de Saint-Boniface, la Corporation catholique de la Santé, la Paroisse Cathédrale, l'Archidiocèse de Saint-Boniface, La Fourche, la Winnipeg Foundation. »

Rick Frost, le directeur général de la Winnipeg Foundation, partage cette conviction. « En avril 2016, quand le projet est tombé à l'eau à la Ville de Winnipeg, on a retiré le million $ qu'on avait accordé sous condition. Quand la Ville est revenue sur sa décision, je suis tout de suite allé à notre CA pour que la Winnipeg Foundation s'engage à nouveau à verser la même somme. Il me plaît de voir que le Fédéral a aussi investi un million $, 500 000 $ pour la Promenade Taché et 500 000 $ pour la Pointe Sud. D'ailleurs on songe nous aussi à contribuer au sentier de la Réconciliation. »

L'appui de la Winnipeg Foundation et du Fédéral viennent compléter le financement du projet, dont les coûts prévus sont de 5,7 millions $. Le projet avait cependant été approuvé le 13 décembre 2016 lors du dépôt du budget 2017 de la Ville de Winnipeg. Le sentier réaménagé verra tout probablement le jour en 2018.

Cheryl Oakden insiste sur la dimension environnementale du projet. « La majeure partie des fonds servira à stabiliser la berge le long de la Taché. Les ingénieurs feront l'étude des berges ce printemps. Les travaux de stabilisation doivent se faire l'hiver, quand la rivière est gelée. Une fois la stabilisation terminée, les travaux pourront aller bon train. »

QUEL AVENIR POUR LES SERVICES DE SANTÉ EN FRANÇAIS À SAINT-BONIFACE?

Un changement de culture reste essentiel

Comment maintenir, voire même augmenter, les services de santé en français en période d'austérité budgétaire? La réponse à cette question dépendra en grande partie de l'attitude qu'adopteront les fonctionnaires de l'Office régional de la Santé de Winnipeg.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca



Archives La Liberté

Annie Bédard : « Il faut des mécanismes pour obtenir des données précises sur l'offre des services en français. »



photo : Gracieuseté ORS de Winnipeg

Réal Cloutier : « On veut voir s'il serait possible d'inviter des médecins bilingues du quartier à offrir des services en soirée et en fin de semaine au Centre de Santé de Saint-Boniface. »

La grande interrogation sur l'état du système des services de santé en français s'inscrit dans le sillage de la fermeture de la clinique express à Saint-Boniface, fin janvier.

La bureaucratie en charge de faire fonctionner les services de santé, l'Office régional de la Santé de Winnipeg, a rencontré, comme prévu le 15 mars, des représentants d'organismes concernés par la dimension francophone des services de santé à Saint-Boniface.

Annie Bédard, la directrice générale de Santé en français, a la responsabilité de défendre les services en français. Une tâche d'évidence compliquée en période d'austérité budgétaire. « Avec le budget provincial du 11 avril prochain, l'ORS et la Province font face à un casse-tête. Comment assurer le maintien des services en place, malgré la fermeture de la clinique express et les compressions annoncées? »

Une piste de solution envisagée à la rencontre du 15 mars : l'ajout de soins primaires au centre Accès Saint-Boniface. Milton Sussman, le président de l'ORS de Winnipeg était accompagné de son vice-président, Réal Cloutier. (1) Ce dernier, qui est à l'emploi du système depuis deux bonnes décennies, considère que l'option est envisageable.

« On pourrait diriger des ressources vers Accès Saint-Boniface. Il faut juste garder en tête que tout ce qui est ajouté au centre Accès doit être bilingue. On veut aussi voir s'il serait possible d'inviter des médecins bilingues du quartier à offrir des services en soirée et en fin de semaine au Centre de Santé de Saint-Boniface. Ces médecins pourraient être rémunérés à l'acte.

« Évidemment, des changements pareils, ça ne se fait pas du jour au lendemain. Surtout à la veille du budget provincial. On va étudier la question et on va proposer un plan d'action vers la fin de l'été. »

Aux yeux d'Annie Bédard, qui est à la barre de Santé en français depuis huit ans, l'attitude et les réponses qu'elle a obtenues de la haute direction de l'ORS de Winnipeg ont valeur d'engagement. « Ils sont des alliés qui respectent le mandat francophone ».

Mais elle considère que la mentalité des gens aux échelons intermédiaires doit continuer d'évoluer. « Où la situation bloque, c'est au niveau des cadres moyens du personnel administratif. Il faut que ces gens-là développent le réflexe de penser aux services en français.

« Pour y arriver, il faut des suivis concrets. Il faut des mécanismes pour obtenir des données précises sur l'offre des services en français. Les fonctionnaires doivent être capables de mesurer la quantité et la qualité des services. C'est la condition pour une mise en œuvre vigoureuse. Or, ce n'est pas encore toujours le cas. »

Réal Cloutier en a conscience. D'ailleurs, il tient à souligner que l'ORS de Winnipeg devra soumettre en 2018 son prochain plan des services en français à la Province. « Dès l'automne, on demandera à notre personnel de réfléchir aux services en français et à leur bonne livraison. C'est une réflexion qu'on entreprend à tous les cinq ans, conformément à la politique des services en français de la Province. L'adoption, le 30 juin 2016, de la Loi 5, rend l'exercice encore plus important et nécessaire. »

(1) Également présents à la rencontre du 15 mars 2017 : Monique Constant, la directrice du Centre de Santé de Saint-Boniface; Daniel Boucher, le pdg de la Société franco-manitobaine; et Daniel Lussier, le directeur général de la Corporation catholique de la santé du Manitoba.

LES PRODUCTIONS RIVARD S'EMPLOIENT À CONSOLIDER LEUR CROISSANCE

Il faut sans cesse s'adapter à la technologie

Les Productions Rivard se sont associées à des spécialistes de la technologie de production visuelle à Winnipeg. Mid Canada Production Services fournira désormais l'équipement et les studios requis. Le siège administratif de Rivard reste à Saint-Boniface.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Louis Paquin, propriétaire et producteur exécutif des Productions Rivard, précise pourquoi la nouvelle association avec MIDCAN a été formée :

« Wayne Sheldon, le propriétaire de MIDCAN, a 74 ans. Il prépare sa retraite et souhaite assurer une relève à son entreprise. Alain Dondo, le directeur de la production et de la production des Productions Rivard, et moi sommes devenus actionnaires de MIDCAN. Chris McIvor, le directeur général de Frank Digital, une entreprise de production et de postproduction, s'est joint à nous.

« Comme actionnaires, on a maintenant un mot à dire dans l'évolution de MIDCAN. On s'est donc positionnés pour effectuer des changements qui, à court et à long terme, sont positifs pour MIDCAN et pour les Productions Rivard. »

Cette association n'est pas une fusion. Son objet est de permettre aux Productions Rivard de ne plus être soumis à la pression d'acheter de l'équipement de production. Louis Paquin explique le défi qu'il a toujours dû relever : « La production cinématographique est en évolution constante. Quand on a ouvert nos portes en 1995, on était propriétaire des caméras et de tous les équipements. Mais tous les deux ou trois ans, pour 200 000 $ à 300 000 $, il fallait renouveler l'équipement. On a remis notre équipement, à part nos consoles de montage, à MIDCAN. Et dorénavant, on louera l'équipement d'eux. »



photo : Daniel Bahuaud

Louis Paquin.

Résultat : Rivard pourra se concentrer pleinement sur la production. « Notre équipe de 15 employés, appuyée par près de 50 contractuels, pourra se consacrer au contenu. Les créatifs de la boîte sont maintenant assurés d'être à la fine pointe de la technologie.

« On pourra davantage développer de nouveaux contenus. On veut créer des produits d'un très haut calibre, que ce soit pour la télé, les médias sociaux et les sites web. On est en pleine croissance. Chaque année, on s'associe à de plus en plus de partenaires, au Canada et ailleurs. Récemment, on a réalisé un projet avec une compagnie d'Israël. Plus près de chez nous, on continue notre partenariat avec *La Liberté* et son Canal Ouest. »

Autre changement : les projets de Rivard seront réalisées aux studios de MIDCAN, situés 509, rue Century.

« L'équipement de montage demeurera à Saint-Boniface pour encore deux ou trois mois. Après, c'est chez MIDCAN qu'on tournera. À la longue, il est possible qu'on fasse des projets ensemble.

« Entre temps, on veut conserver un pied à terre à Saint-Boniface. Le siège administratif des Productions Rivard restera au 354, rue Marion. »

L'association avec MIDCAN transformera également la firme winnipégoise. Louis Paquin : « MIDCAN s'appellera désormais Les Productions MIDCAN Productions. La firme embauchera une réceptionniste bilingue. Et avec notre personnel bilingue sur les lieux, les clients francophones du Québec et d'ailleurs seront bien servis. »

INSTITUT D'ÉTÉ 2017

L'offre active et les pratiques collaboratives en santé

En contexte linguistique minoritaire, les pratiques collaboratives centrées sur la personne semblent les mieux indiquées pour offrir des services de santé et des services sociaux de qualité.

QUAND

Du 1er mai au 5 mai 2017,
de 8 h à 16 h 30

LIEU

Université de Saint-Boniface
locaux 0616 et 0617

POUR QUI

Professionnels de la santé et des services sociaux (médecins, personnel infirmier, auxiliaires de santé, travailleurs sociaux et gestionnaires francophones, etc.) et tout étudiant postsecondaire qui s'intéresse au domaine des sciences de la santé et des services sociaux.

PARMI LES OBJECTIFS

Cerner les fondements et les différentes composantes de l'offre active de services de santé et de services sociaux en français.

Mieux comprendre les principes de la pratique collaborative interprofessionelle.

FORMATEURS

Florette Giasson (Directrice de l'École de travail social, Université de Saint-Boniface); Danielle de Moissac (Chercheure à la Faculté des sciences, Université de Saint-Boniface); Carole Freynet-Gagné (Consultante, Traduction et consultation); Anne-Claire Museux (Professionnelle de recherche, Chaire de leadership en enseignement de la collaboration interprofessionnelle et chargée de cours, École de service social, Université Laval) et Léna Diamé Ndiaye (Professeur à l'École de travail social, Université de Saint-Boniface).

MÉTHODOLOGIE

Approche pédagogique interactive incluant exposés magistraux, ateliers, simulations, une table ronde et travaux pratiques centrés sur les expériences professionnelles.

BLOC 1

L'offre active des services de santé et des services sociaux en français

Deux journées
Lundi et mardi les 1er et 2 mai

BLOC 2

Les pratiques collaboratives en santé centrées sur la personne

Deux journées
Mercredi et jeudi les 3 et 4 mai

BLOC 3

Journée de consolidation des deux thématiques et évaluation sommative pour les étudiantes et étudiants

Une journée
Vendredi le 5 mai

Date limite d'inscription : le 13 avril 2017

COÛT D'INSCRIPTION

125 $ / par bloc de 2 jours

POUR VOUS INSCRIRE

ustboniface.ca/inscription-offre-active

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Léna Diamé Ndiaye
Courriel : lndiaye@ustboniface.ca
Téléphone : 204-237-1818, poste 729

Danielle de Moissac
Courriel : ddemoissac@ustboniface.ca
Téléphone : 204-237-1818, poste 348

Jacqueline Fortier
Coordonnatrice CNFS-USB
Courriel : jfortier@ustboniface.ca
Téléphone : 204-237-1818, poste 732

Université de Saint-Boniface
Une éducation supérieure depuis 1818

CONSORTIUM NATIONAL DE FORMATION EN SANTÉ
Volet Université de Saint-Boniface

Canada
La réalisation de cette initiative a été rendue possible grâce à l'appui financier du gouvernement du Canada.

Postes à combler

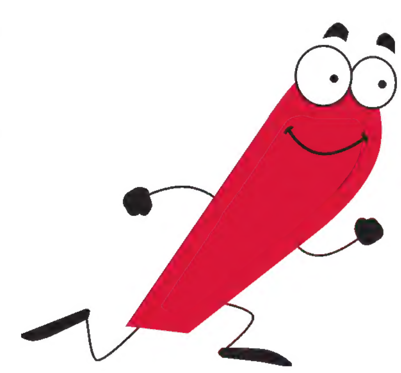
DIVISION • SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE

Concierge de soutien
6 heures par jour
Contrat permanent

Patrick Saurette, directeur
École Sainte-Agathe
Tél. : 204-882-2275
Date limite : le 28 mars 2017



Pour de plus amples renseignements :
www.dsfm.mb.ca



MONK GOODWIN s.r.l.
AVOCATS ET NOTAIRES

Solutions Stratégie Succès

MICHEL L.J. CHARTIER
SCOTT A. LANCASTER

Services juridiques dans les domaines suivants:

Administratif
Faillite et insolvabilité
Affaires
Immobilier et construction
Assurances
Litige
Bancaire
Successions
Blessures corporelles
Travail

800 – 444, AVENUE ST-MARY
WINNIPEG (MANITOBA)
R3C 3T1
Tél. : (204) 956-1060
www.monkgoodwin.com

ON GAGNE À LIRE LA LIBERTÉ
Depuis 1913

Deux regards sur l'enseignement religieux

La question de l'enseignement de la catéchèse a beaucoup préoccupé les parents de l'école Christine-Lespérance. En septembre 2016, 41 parents en faveur de l'enseignement religieux à l'intérieur des heures d'école ont pétitionné les commissaires de la DSFM pour que les cours ne soient pas offerts sur l'heure du midi. Fin janvier 2017, deux parents ont présenté un avis contraire.

Le 22 mars, deux pétitions seront présentées à nouveau aux commissaires, chacune préconisant un point de vue opposé. Danielle de Moissac est en faveur de l'enseignement religieux durant les heures régulières. Nicole Rosen estime que ces cours devraient juste être offerts sur la pause de midi.

Au moment d'écrire ces lignes, 225 parents avaient signé la pétition de Danielle de Moissac. 160 parents avaient signé la pétition de Nicole Rosen.

Le point de vue de Danielle de Moissac

Comme parent d'enfants qui fréquentent l'École Christine-Lespérance, je me réjouis du fait que la catéchèse sera enseignée pendant les heures régulières de cours aux élèves de la maternelle à la 8e année qui choisissent de s'y inscrire. Pourquoi?

Personnellement, je valorise l'enseignement de la morale à l'exemple de Jésus et des récits de la Bible, qui nous invite à vivre comme des enfants de Dieu, avec une responsabilité humaine et chrétienne pour que *tous* puissent atteindre le bonheur. Cette responsabilité humaine nous interpelle à voir au respect de soi et de l'autre, à l'entraide et à la compassion; ce sont les mêmes valeurs que l'école préconise. Il faut aussi comprendre que ces valeurs s'appliquent tant aux catholiques qu'aux chrétiens, aux musulmans et aux juifs. L'enseignement religieux est ouvert à tous, il ne cherche pas à diviser, ni à renier la diversité. À titre d'exemple, un papa musulman est venu parler à la classe au sujet du Ramadan. Quelle meilleure façon d'élargir nos connaissances et d'apprécier justement cette diversité! C'est avec une vision plus large que je valorise l'enseignement religieux pour mes enfants, car c'est en ayant une meilleure connaissance de l'autre que nous arriverons à vivre en harmonie.

D'une autre part, je reconnais la valeur ajoutée d'avoir cet enseignement en milieu scolaire. Quelle autre matière d'enseignement offre l'occasion de parler de sujets difficiles qui peuvent influencer la réussite scolaire? Je pense ici à la mort d'un être cher, aux situations familiales difficiles, à l'intimidation entre pairs. De plus, la présence de la catéchète dans les couloirs est une influence positive: un signe de la main, des mots d'encouragement, et même parfois des recommandations d'aller s'excuser auprès d'un professeur pour un mauvais comportement, ne sont que quelques exemples des bénéfices pour les élèves, et conséquemment pour les enseignants et l'école. La présence de la catéchète toute la journée dans l'école constitue une ressource supplémentaire pour l'appui aux élèves, qu'il soit spirituel, émotif ou disciplinaire. Puisque 60 % des élèves s'inscrivent à l'enseignement religieux dans notre école, je pense ne pas être la seule à penser ainsi.

La perspective de Nicole Rosen

À l'école, il est primordial que chaque enfant se sente inclus et important. Nous reconnaissons le rôle important qu'a joué l'Église catholique dans l'histoire, dans le maintien et la promotion de la langue française au Canada. Nous reconnaissons aussi que pour un certain nombre de Franco-Manitobain.e.s, la langue et la foi vont ensemble.

Toutefois, les temps ont changé. La communauté franco-manitobaine aujourd'hui est hétérogène, pratiquant une multitude de religions différentes, ou bien aucune.

En dépit de cette communauté hétérogène, par contre, l'enseignement religieux offert dans les écoles de la DSFM est exclusivement de la catéchèse, c'est-à-dire des cours qui enseignent la doctrine de l'Église catholique.

Ce sont donc des cours réservés uniquement aux élèves catholiques pratiquants dans nos écoles. Par définition, cette pratique est exclusive, et n'a pas sa place durant les heures de classe. Les heures de classe devraient être dédié à l'ensemble des élèves.

Nul autre sujet ne souligne la différence chez les enfants. L'art dramatique n'intéresse peut-être pas tous les élèves, mais le cours est réellement ouvert à toutes et à tous, peu importe leur sexe, leur religion, leur culture, leur orientation sexuelle, etc. L'art dramatique est un vrai choix. La catéchèse n'est un choix que pour les élèves catholiques.

Soyons conscients et conscientes de notre nouvelle réalité, et célébrons la belle diversité qui existe à la DSFM. On dit qu'on accepte tous les francophones : ceux et celles qui nous arrivent d'un peu partout au monde, et les francophones de familles exogames. Alors acceptons-les.

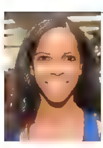
Arrêtons de mettre de côté ceux qui ne sont « pas comme nous », en les envoyant au gymnase, à la bibliothèque, dans le corridor, dans un coin avec des écouteurs, pendant l'instruction religieuse. L'école publique doit être une école pour tous nos enfants.

FRANCOPHONES DE LA LOI 5

L'IMPACT POSITIF DE LA LOI 5 SUR MICHELLE KELLER

De francophile à francophone assumée

Choisie pour représenter le Manitoba dans l'émission French en Amerique de la société Slalom Productions, Michelle Keller, doctorante au département de français, espagnol et italien à l'Université du Manitoba, revient sur son parcours, qui l'a conduite des écoles d'immersion à la francophonie.


Manella
VILA NOVA
presse4@la-liberte.mb.ca

Née de parents polonais, Michelle Keller baigne dans le français depuis toute petite. « J'ai presque toujours parlé français. J'ai commencé à l'apprendre en maternelle, et ça m'a plu dès le début. » Après une scolarité entière en école d'immersion, Michelle s'est dirigée vers l'Université du Manitoba pour réaliser des études de médecine.

« Je comptais rester dans les sciences, mais le département de français m'a très bien accueillie et très bien encadrée. J'avais trouvé un département qui me plaisait, donc j'ai décidé de changer d'orientation, avec le support de mes parents. Pour eux, l'important était je fasse quelque chose que j'aimais. »

En 4e année d'université, le professeur Dominique Laporte a encouragé Michelle à poursuivre ses études au département de français. « J'avais été captivée par le cours de civilisation, que j'avais suivi avec Dominique Laporte. Je ne savais pas trop quoi faire, alors j'ai pensé : *Pourquoi ne pas faire une maîtrise?* »

Michelle Keller se prend alors de passion pour la recherche. « Lorsque j'ai terminé ma maîtrise sur la perception de deux journaux sur des groupes linguistiques et culturels, j'ai réalisé que j'avais accompli quelque chose d'intéressant et d'important. » À travers cette recherche, l'étudiante cherchait à comprendre l'hésitation de la population francophone du Manitoba à accueillir des francophiles.

Suite en page A13



photo : Manella Vila Nova

Photo de Michelle Keller prise sur l'Esplanade Riel le 19 février 2017 lors du tournage de l'émission French en Amérique.

FRANCOPHONES DE LA LOI 5

Suite de la page A13

« Je voulais faire partie de la francophonie, mais je ne me sentais pas la bienvenue et je voulais comprendre pourquoi. Je suis retournée dans le passé pour voir le discours du francophone, de l'anglophone et du Métis du point de vue de *La Liberté* et du *Courrier de Saint-Boniface*. J'ai pu constater que l'évolution des mentalités se fait lentement. Dans les années 1970, la situation était très différente pour les francophones de souche. C'est important de s'en souvenir pour les comprendre aujourd'hui. »

À la conclusion de sa maîtrise, elle a souhaité trouver des réponses à d'autres questions qu'elle se posait sur la francophonie au Manitoba. « Depuis l'immersion, je voyais que les jeunes n'étaient pas toujours intéressés par le français. Je me demandais toujours ce qui pouvait être fait pour les intéresser. Dominique Laporte m'a alors proposé le concept de refrancisation, qui s'alignait exactement avec l'idée que j'avais. »

Actuellement, Michelle Keller étudie donc la refrancisation telle qu'elle a été vécue dans les années 1930 jusqu'aux années 1960. « Je veux comprendre comment les francophones ont réussi à transmettre leur langue aux plus jeunes malgré l'interdiction du français dans les écoles en 1916. Étudier le passé est important, car on a beaucoup à en apprendre. » En cours de recherche de la rédaction de sa thèse, elle souhaite terminer son doctorat en 2019.

Amoureuse de la langue française et de la culture franco-manitobaine, Michelle Keller a très rapidement cherché à s'intégrer dans la communauté. « Je sentais comme une frontière qui me séparait des francophones. Cette perception a changé quand j'ai commencé à faire du bénévolat dans les organismes francophones. J'assistais aux spectacles et aux évènements, j'ai fait partie du Conseil jeunesse provincial. Aujourd'hui, je suis membre du Conseil d'administration de la Société historique de Saint-Boniface. J'ai vraiment l'impression d'être intégrée. »

Une intégration apparemment réussie, puisque la société Slalom Production a contacté Michelle il y a quelques mois pour réaliser un reportage sur sa vie au sein de la francophonie manitobaine. Le réalisateur de l'émission, Martin Cadotte, explique ce choix.

« Pour l'émission French en Amérique, nous faisons découvrir des personnages francophones historiques exceptionnels, jumelés à des personnes contemporaines hors du commun. Au Manitoba, nous nous intéressons à la mère de Louis Riel, et comme pendant, Michelle Keller sortait vraiment du lot. Elle représente à la fois l'importance des immigrants et des francophiles pour la francophonie. Par son travail, elle aide la communauté francophone et fait progresser la cause. Les personnes comme elle nous rendent fiers de parler des français différents. »

Après le passage de la Loi 5, Michelle a commencé à remettre son statut en question.

« La Loi 5 définit un francophone comme quelqu'un qui a le français comme langue maternelle ou qui a une affinité spéciale avec le français. Je me retrouve dans cette définition. L'affinité, c'est un sentiment qu'on ressent, et la francophonie manitobaine est une partie intégrante de ma vie. »

Pourtant, la doctorante a hésité un temps. « L'étiquette me tracassait. Toute ma vie, on m'a dite francophile. J'ai accepté cela, et j'ai du mal à me débarrasser de cette idée. Je devrais être plus ouverte à l'évolution et aux changements de perceptions. Les membres de la francophonie au Manitoba ont décidé d'intégrer ceux qui ont une proximité avec la langue. C'est un bon pas en avant, car cela va permettre d'inclure beaucoup plus de monde. »

Elle réalise aussi que l'avenir du français au Manitoba passe par l'immigration. « Quand on a une minorité et que des nouvelles personnes veulent y contribuer, il faut les accueillir. C'est important de faire une place aux immigrants ou aux anglophones qui ont dévoué leur jeunesse à apprendre le français. Cette loi apporte un changement positif auquel je dois m'adapter. Alors, oui, je suis francophone. »

La voix aux autres

Lorsque les parents de Michelle Keller sont arrivés au Manitoba de Pologne, ils souhaitaient offrir à leurs filles toutes les opportunités disponibles. « Nous arrivions d'un pays avec une seule langue officielle. Nous trouvions l'aspect bilingue totalement unique et avons pensé que l'immersion était l'idéal pour nos enfants. »

Et y repensant, Alicja Keller, la mère de Michelle, considère toujours cette décision comme la meilleure qu'elle ait prise. « Michelle a accompli tellement en français. Elle est très enthousiaste et participe à de nombreuses activités depuis l'enfance. Nous n'avions pas réalisé l'importance de l'implication dans la communauté jusqu'à ce que Michelle et sa sœur Natalie commencent à participer aux activités. Cette participation est impérative pour vivre la langue. »

Alicja et Krzysztof Keller sont très fiers du parcours de Michelle, et leur appui inconditionnel fait une grande différence. « Aujourd'hui, je pense que Michelle est totalement intégrée. C'est merveilleux pour elle de pouvoir appartenir aux deux communautés. »

Fédération des Parents du Manitoba

le jeudi 30 mars 2017

LE GRAND RASSEMBLEMENT

Fête de la Famille de la FPM

de 10h00 à 13h00 au CCFM

(centre Culturel Franco-Manitobain)



- **Inscriptions et paiement au :** 233-ALLÔ CENTRE D'INFORMATION 233-2556 1-800-665-4443

- Concert de **Marijo** à 11h00.
- **TiBert le Voyageur** à 10h30.
- Bricolages, tatouages hénné, maquillages, etc...



3$ par pers.

Gratuit pour les moins de 2 ans

Canada Manitoba CCFM

LA VIE L´HIVER DEUXIÈME PARTIE

CHRISTIAN ARTUSO, UN MIROISEUR AUX OISEAUX

La joie d'aimer les oiseaux l'hiver

L'hiver, Christian Artuso aime passer ses heures de loisir en miroisant, appareil photo en main, pour observer les oiseaux. Pour l'ornithologue d'Études oiseaux Canada, il s'agit plus qu'un passe-temps, mais plutôt d'une activité qui rehausse sa qualité de vie. Partie deux d'un entretien entamé dans *La Liberté* du 15 mars.

Propos recueillis par

Daniel BAHUAUD

Ils sont beaux, les oiseaux l'hiver?

Pour moi, ils sont un élément fondamental à ma qualité de vie. Les oiseaux sont rassurants. Ils m'apportent une grande joie tout au long de la froide saison. J'adore les couleurs des pinsons d'hiver contre un fond neigeux. Je suis particulièrement fasciné par nos résidents d'hiver, comme les mésanges. Leur adaptation pour survivre quand il fait - 40°C ne cessent jamais de m'étonner. Il est édifiant de les regarder se rassembler devant un trou d'arbre pour passer la nuit blottis ensemble. Voir les sizerins en sortant de leurs tunnels de neige le matin, ça aussi, c'est impressionnant.

Où sont les meilleurs endroits pour les observer?

En ville, dans les parcs qui longent les rivières. Les parcs King, Saint-Vital, Crescent Drive, Assiniboine et Kildonan sont remplis de promesses. On peut aussi miroiser près des arbres fruitiers, comme des pommiers et des sorbiers d'Amérique. Dans ces arbres, on peut dénicher un merle d'Amérique ou même des espèces rares, comme la grive à collier ou le solitaire de Townsend.


photo : Daniel Bahuaud

photo : Gracieuseté Christian Artuso

Une mésange à tête noire photographiée en Alberta par Christian Artuso. En médaillon : Christian Artuso

Pour une excursion d'une journée, j'aime surtout parcourir le bord sud de la forêt boréale, par exemple dans le coin de Lac du Bonnet et de Pinawa. Ou encore à Hecla, dans l'Entre-les-lacs. Et aussi au parc du Mont-Riding.

Vous avez bien des trucs à recommander…

Bien sûr. Le plus important, c'est de sortir et de profiter de l'occasion pour apprendre. Écoutez d'abord! Soyez patient. Par exemple, pour trouver les deux pics boréals (le pic à dos rayé et le pic à dos noir), vous devez avant tout chercher les arbres où l'écorce a été enlevée un peu, puis écouter le tapotement doux du pic. On peut aussi participer à une sortie de groupe, du genre de celles organisées par Nature Manitoba et apprendre d'autres miroiseurs. J'aime beaucoup animer de telles sorties, ou encore présenter des ateliers sur les oiseaux. J'apprécie enseigner aux jeunes ornithologues talentueux du Manitoba. (1)

Vous observez les oiseaux depuis combien de temps?

J'ai toujours apprécié les oiseaux d'une manière ou d'une autre, même quand j'étais petit. Mais je me consacre à l'ornithologie depuis 20 ans.

J'ai passé ma petite enfance en Australie. Je suis tombé amoureux des perroquets et des oiseaux au plumage très coloré, comme l'oiseau-lyre. Les gens me prenaient pour un toqué quand je partais me promener dans la forêt pour observer les oiseaux. On m'a beaucoup taquiné à l'école!

Et c'est comme ça que vous êtes devenu ornithologue?

Ah non! Je me voyais linguiste! J'enseignais, au début de ma vingtaine, à la polytechnique de Singapour. C'est alors que j'ai pu m'acheter à bon marché un appareil photo usagé. Et puis un jour, dans la forêt tropicale, j'ai aperçu deux jolis pic-bois au plumage noir, blanc et rouge. J'ai pris quelques clichés, plutôt mauvais à vrai dire.

Ensuite, j'ai consulté un répertoire d'oiseaux de Singapour. Dans le bouquin, on pouvait lire *White-bellied Woodpecker, probably extinct in Singapore*. J'étais ahuri! C'est là que tout a vraiment commencé. De retour au Canada, j'ai décidé de faire des études en Science environnementale à l'Université du Manitoba. Je suis aux oiseaux depuis!

Certains oiseaux commencent déjà à revenir du Sud…

Eh oui! Les alouettes hausse-col commencent déjà à voler vers le nord. J'en ai vu une ou deux à Winnipeg. C'est tôt! Bien entendu, les bernaches, elles aussi, arrivent et continueront de se faire toujours plus nombreuses en mars.

Mais c'est le mois de mai, quand la majorité des espèces reviennent, qui est vraiment magique au Manitoba. La fin mai est extraordinaire. Dans une bonne journée, les miroiseurs expérimentés peuvent voir plus de 200 espèces!

(1) Christian Artuso offrira un atelier sur les oiseaux des rivages le 11 avril à 19 h 30 à la salle 31 de l'école secondaire Kelvin (155, rue Kingsway à Winnipeg). Renseignements et inscription : 204-943-9029.

Le 22 avril, l'ornithologue fera plusieurs présentations au Festival des oiseaux de proie à La Rivière. Info : www.pembinavalleyonline.com/event/la-riviere-raptor-festival-2017

DSFM

DANS NOS ÉCOLES

Dans nos écoles est une vitrine exceptionnelle pour faire connaître les activités de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) : les réussites des élèves de la maternelle au secondaire et sa programmation d'excellence.

Ce rendez-vous hebdomadaire revient sur ce qui s'est passé dans les 23 écoles de la DSFM et annonce les évènements à venir.

Restez informés en suivant Dans nos écoles chaque semaine dans le journal ***La Liberté*** et sur le site DSFM.mb.ca

DSFM.CSFM

DSFM_Officiel

DSFM_Alert

RESSOURCES WEB

La DSFM propose ci-dessous une liste de ressources Web non exhaustive. Ces ressources ont été répertoriées à titre de service pour les familles des élèves de nos écoles de langue française et les lecteurs de ces pages.

PETITE ENFANCE
Promouvoir les Centres de la petite enfance et de la famille
www.desledebut.ca

ÉDUCATION
Plan stratégique sur l'éducation en langue française
www.pself.ca

MUSIQUE
La coalition pour l'éducation en musique
www.musicmakesus.ca/fr/

Faites de la musique
www.faitesdelamusique.ca/bienfaits/

D'énormes bénéfices de langage, d'écriture, de créativité

Comédie – Formation – Culturel

Depuis le mois d'octobre, les élèves de la DSFM qui le souhaitaient ont pu suivre une formation de communication orale sur le thème de l'humour. Encadrés par l'humoriste manitobaine Mariette Kirouac, les jeunes des écoles Saint-Joachim, Jours de Plaine, Lagimodière, de l'École communautaire Saint-Georges et du Collège régional Gabrielle-Roy se sont dépassés pour écrire et présenter un numéro au Mini-gala organisé au CCFM le 18 mars.

La formation de communication orale est le fruit d'un partenariat entre l'Association culturelle franco-manitobaine, la DSFM, le Centre culturel franco-manitobain et Juste pour rire, des Rendez-vous de la francophonie. Voilà des années, Mariette Kirouac s'est lancée dans la comédie sans aucune formation et a remporté l'audition Juste pour rire Ouest Canada à son premier essai. Elle est maintenant ravie de former la prochaine génération d'humoristes. « Les jeunes me font confiance dans un contexte qui fait peur et intimide. En retour, je vois naître des futurs humoristes ou des adultes qui auront plus de confiance en eux. Ils ne redouteront pas de devoir parler devant une foule. Je les admire beaucoup. »



Anika Gauthier (à gauche) et Julianne Fournier-Broesky (à droite) se sont entraînées avec Mariette Kirouac (au centre) pour préparer leur duo.

> ***« C'est super d'avoir ces activités à notre école pour promouvoir la francophonie. »***
>
> Julianne Fournier-Broesky, 10e année.

À l'issue de la formation, les jeunes se sont produits sur scène dans un contexte professionnel. « Les comités culturels de La Broquerie, Laurier, et Île-des-Chênes ont accueilli la tournée Juste pour rire dans leurs communautés. Les jeunes ont fait l'ouverture du spectacle, puis les humoristes professionnels ont pris le relais. » Ensuite a eu lieu le Mini-gala qui a rassemblé les participants de toutes les écoles.

Julianne Fournier-Broesky et Anika Gauthier, en 10e année à l'École Saint-Joachim, ont participé à la formation. Les deux élèves n'avaient jamais joué la comédie auparavant. Elles ont donc décidé de faire leurs débuts à deux. Anika explique que « c'est plus facile à deux. C'est rassurant, parce qu'il y a quelqu'un à côté de toi, et ça aide. On était dans la classe d'art dramatique, et Stéphany Halikas, l'enseignante, nous a suggéré de suivre la formation. » Julianne ajoute : « On adore faire des blagues, et on pense qu'on est très drôles ensemble. » Avant de monter sur scène, Julianne et Anika étaient un peu nerveuses. Anika le concède : « On ne sait jamais si les gens vont rire ou pas. S'ils ne rient pas, il faut juste continuer et s'amuser. »

En animant cette formation, Mariette Kirouac découvre des talents. « À Lagimodière, j'ai rencontré Riel Fontaine, un élève de 8e année. Il a une confiance, un français, une créativité et un confort sur scène qui le démarquent. C'est une révélation! Julianne et Anika sont formidables aussi. Elles sont un exemple de dévouement. Je les ai vues passer de la peur à la confiance. »

À travers cette formation, Mariette Kirouac voit « une valorisation de la fierté de la langue. C'est une opportunité très large qui a d'énormes bénéfices de langage, d'écriture, de créativité, et d'aisance devant un public. » Julianne Fournier-Broesky envisage déjà de recommencer. « C'est super d'avoir ces activités à notre école pour promouvoir la francophonie. »



Célébrons nos succès!

14 élèves de l'École Saint-Lazare ont participé à l'Expo-science régionale Western Manitoba Science Fair le 14 mars à Brandon. Huit d'entre eux ont remporté une médaille. Des élèves des écoles La Source et Jours de Plaine ont également participé. Les scientifiques en herbe de La Source ont ramené 28 médailles, et ceux de Jours de Plaine en ont gagné deux.

La réussite scolaire et éducative

L'activité annuelle divisionnaire, le Camp MTS (Mathématiques, Technologie et Science) propose aux élèves de la 5e et 6e année une occasion d'expérimenter, de découvrir et d'explorer. Les jeunes assistent à divers ateliers donnés par des professionnels du domaine des sciences et ils participent à des activités enrichissantes pendant trois jours avec des élèves de différentes écoles de la DSFM.

Lumière sur l'École Taché

L'École Taché a vécu à l'heure des pirates et des pirathématiques

Animation – Enseignements – Valorisation



Tout au long de la semaine du 13 au 17 mars, les élèves des trois classes de maternelle se sont glissés avec enthousiasme dans la peau de pirates.

Dès la rentrée de septembre, un coffre-fort verrouillé trônait dans la salle des maternelles de l'enseignant Réjean Nicolas. De temps en temps, le coffre était déplacé. Aux questions que quelques petits curieux s'aventuraient à poser, l'enseignant s'obstinait à répondre : « On l'ouvrira peut-être en fin d'année. » Les enfants étaient loin d'imaginer l'originalité que représentait ce fameux coffre.

Le coup de théâtre s'est produit le lundi 13 mars. Lorsque les élèves des trois maternelles sont arrivés, ils ont retrouvé leurs salles de classe transformées. Maximus Coates, dans la classe de Réjean Nicolas, a été très surpris. « J'ai vu la classe toute décorée. Il y avait des marques de pirates partout. Il y avait des pavillons, qui sont les drapeaux des pirates, et un gouvernail au tableau. » Et pour cause: les élèves découvraient la première Semaine des Pirates de l'école.

« On a joué à l'île musicale, et j'ai été éliminé le premier. J'ai aussi appris les soustractions grâce aux pirates. »

Maximus Coates, maternelle.

Réjean Nicolas a eu à cœur de poursuivre cette activité qu'il organisait déjà depuis deux ans à l'École Lacerte. « J'en rêvais depuis des années. En consultant des ressources, j'avais constaté que ce thème était partout pour exploiter le français oral, les arts, les mathématiques. Ça me semblait être un thème exotique, mystérieux et unique, autour duquel on pouvait organiser une semaine très pédagogique qui intéresserait tout le monde. »

Alors que leurs élèves étaient dans l'ignorance la plus complète, Réjean Nicolas et ses collègues Aurélie Gacoin et Lynne Vermette, les enseignantes des deux autres classes de maternelle, travaillaient d'arrache-pied pour faire voyager leurs élèves dans un autre univers. « Le projet était complètement nouveau, et il y a eu beaucoup d'ouverture dès le départ. Je n'ai pas eu besoin de convaincre les deux autres enseignantes, car l'enthousiasme était partagé. »

Et c'est pourquoi le temps d'une semaine, l'École Taché est devenue le théâtre d'une aventure extraordinaire qui a ravi petits et grands. « Ce projet a demandé l'investissement de tout le monde. Les spécialistes en musique, les enseignantes d'éducation physique et les auxiliaires ont animé des jeux. Les élèves de 3e année de la classe de Joselle Robert ont encadré les petits. Ils étaient maîtres du jeu pendant la chasse au trésor. À la fin de la chasse au trésor, les enfants ont ouvert le coffre qui était dans la classe. Dedans les attendaient un costume de pirate, des cache-œil, des jeux de pirates, des tatouages et des pièces d'or que nous avons utilisées pour les pirathématiques. »

Cette relation entre les élèves des petits niveaux et ceux des grands niveaux, Réjean Nicolas considère que c'est la grande force de l'École Taché. « Je vois un système de mentors, il y a une entraide des plus grands envers les plus jeunes. Les 6e années assument un rôle de leaders et aident beaucoup à l'école. Si un enfant a besoin d'aide, ce n'est pas anormal de voir un élève de 5e ou 6e année l'accompagner. Ils sont fiers de pouvoir le faire. »

Habillé de son beau costume de pirate et nommé capitaine pour une journée, Maximus Coates revient sur sa semaine. « On a joué à l'île musicale, et j'ai été éliminé le premier. J'ai aussi appris les soustractions grâce aux pirates. »

À noter

LES ACTIVITÉS SCOLAIRES

Finales de la LISTE,
23 mars,
à la Salle Pauline-Boutal
du Centre culturel franco-manitobain.



Musique et arts en fête,
11 avril, 19 h à la Salle du Centenaire.
Les billets sont en vente aux écoles participantes :
Collège Louis-Riel, Centre scolaire Léo-Rémillard, École Pointe-des-Chênes, École communautaire Réal-Bérard, Collège régional Gabrielle-Roy, École régionale Saint-Jean-Baptiste, École Saint-Joachim

- Billet : 5 $ à l'avance ou 7 $ à la porte de la Salle du Centenaire le jour du spectacle.

LA COMMISSION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE

Réunion de la Commission scolaire franco-manitobaine,
le mercredi 22 mars à 19 h,
au bureau divisionnaire, Lorette.

Réunion de la Commission scolaire franco-manitobaine,
le mercredi 26 avril à 19 h,
au bureau divisionnaire, Lorette.

LES CONGÉS

Semaine de relâche, 27 au 31 mars.

EMPLOIS ET AVIS

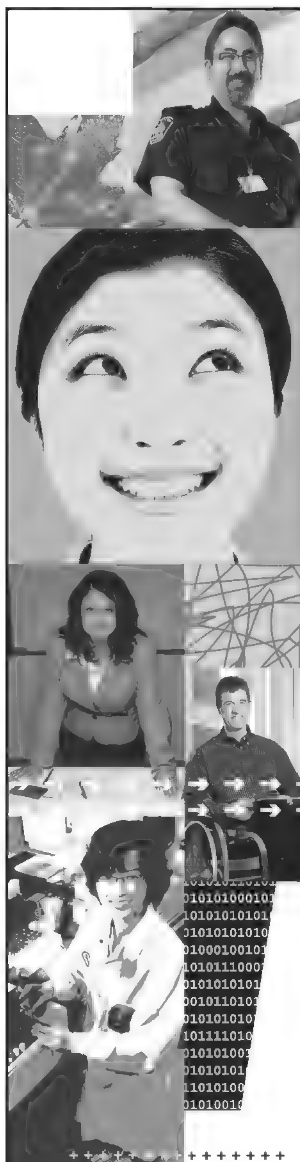
Actionmarguerite
Service & Compassion

Joignez l'action!

Commis comptable

0,70 etp, poste à temps partiel

POSTULEZ EN LIGNE :
actionmarguerite.ca
Télécopieur: 204 233-6803



Ne cherchez plus!

Le gouvernement du Manitoba vous offre des possibilités, une grande diversité et une carrière enrichissante.

Pour en savoir plus sur les offres d'emploi actuelles, cliquez sur le bouton **<< Emploi >> sur le site manitoba.ca.**

Ce que vous pouvez attendre de nos offres d'emploi :

- Toute une gamme de carrières intérressantes et stimulantes
- Un salaire compétitif
- Un remarquable ensemble d'avantages sociaux
- Des possibilités d'apprentissage, de développement professionnel et d'avancement continuelles
- L'occasion de construire une meilleure province pour toute la population manitobaine

Personnes. Mission. Progrès.

Manitoba

WINNIPEG AIRPORTS AUTHORITY

Réunion publique annuelle pour 2016

Les membres du conseil d'administration et de la direction de l'Administration aéroportuaire de Winnipeg Inc. (WAA) invitent la communauté à assister à la réunion publique annuelle de la WAA.

Les présentations comprendront des faits saillants sur le fonctionnement et l'entretien de l'aéroport international Richardson de Winnipeg, ainsi qu'un aperçu des états financiers consolidés de 2016 pour la WAA.

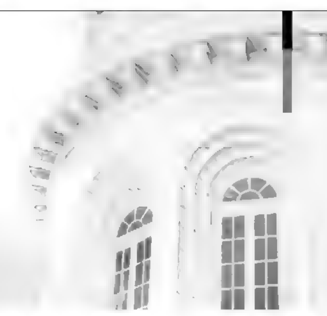
» Le mercredi 26 avril 2017 à 9 h

» Étage des départs,
Aéroport international
Richardson de Winnipeg

Winnipeg, Manitoba

WAA.CA

Université de **Saint-Boniface**
Une éducation supérieure depuis 1818



APPEL DE CANDIDATURES
PROFESSIONNEL - ENSEIGNANT OU PROFESSIONNELLE - ENSEIGNANTE À LA FACULTÉ D'ÉDUCATION (POSTE MENANT À LA PERMANENCE)

Le baccalauréat en éducation est un programme de deux ans : la première année est axée principalement sur des cours de formation théorique dispensés sur place, tandis que la deuxième année se déroule principalement dans les écoles de la province afin de mieux concilier théorie et pratique. La Faculté d'éducation offre également le programme de diplôme postbaccalauréat et le programme de maîtrise en éducation. Ces deux programmes comprennent des cours dans les domaines suivants : administration scolaire et fondements; counselling; éducation inclusive; français langue seconde (français de base); et langue, littératie et curriculum.

Les responsabilités générales comprennent :

- enseignement de cours au niveau du baccalauréat (pourraient inclure : éducation française en contexte minoritaire et d'immersion, stages et séminaires, principes et pratiques de l'évaluation de l'apprentissage, cours de didactiques, etc.);
- encadrement d'étudiants et d'étudiantes lors de stages pratiques;
- enseignement de cours au niveau du postbaccalauréat et à la maitrise (à distance et en présentiel);
- participation aux activités de la Faculté;
- service à la communauté.

Compétences requises :

- une maitrise en éducation (ou en voie d'achèvement);
- une riche expérience en enseignement dans un contexte scolaire inclusif;
- une variété d'expériences professionnelles;
- connaissance étendue du milieu scolaire francophone en situation minoritaire et /ou du milieu d'immersion française;
- une excellente connaissance du français oral et écrit;
- entregent, capacité de travailler en équipe et d'entretenir de bonnes relations interpersonnelles;
- habiletés d'organisation et de gestion du temps.

Rémunération : selon la convention collective. Entrée en fonction le 1er août 2017.
Veuillez soumettre votre curriculum vitæ et demander à trois personnes répondantes de faire parvenir une lettre de recommandation au plus tard le mercredi 5 avril 2017 avant 12 h à :

Monsieur Stéfan Delaquis, doyen de la Faculté d'éducation et des études professionnelles
Université de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale
Winnipeg (Manitoba) R2H 0H7
Téléphone : 204-237-1818,poste 302 Télécopieur : 204-233-0217
sdelaquis@ustboniface.ca www.ustboniface.ca

L'USB souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et encourage la candidature de toute personne qualifiée, femme ou homme, y compris les Autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, toutes les personnes qualifiées sont invitées à postuler; la priorité est toutefois accordée aux personnes ayant la citoyenneté canadienne ou la résidence permanente.

Université de Saint-Boniface

Une éducation supérieure depuis 1818



APPEL DE CANDIDATURES
PROFESSEUR OU PROFESSEURE DE COMPTABILITÉ ET FINANCE À L'ÉCOLE D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES
(POSTE MENANT À LA PERMANENCE)

Fondée en 1999, l'École d'administration des affaires offre une formation polyvalente et à la fine pointe dans différents domaines de la gestion. Ses diplômés sont reconnus à travers le Canada pour leur expertise, leur ouverture d'esprit et leur capacité à relever les divers défis quotidiens auxquels les gestionnaires sont de plus en plus confrontés dans un monde de plus en plus complexe.

Le BAA de l'École d'administration des affaires offre actuellement six concentrations : gestion des ressources humaines et relations industrielles, management des organisations, gestion internationale, marketing, comptabilité et une concentration généraliste. Elle entend, au cours de l'année qui vient, continuer la mise en œuvre de son plan d'action qui prévoit l'ajout d'une concentration en finance, la mise en place d'un programme coop et l'extension de son offre de cours en ligne. Très proche des milieux d'affaires, l'École d'administration de l'Université de Saint-Boniface est affiliée à la Asper School of Business de l'Université du Manitoba.

Profil du poste :

- Enseigner la comptabilité (cours sur place et en ligne);
- Gérer un programme stratégique de recherche;
- Développer la concentration comptabilité et finance;
- Participer au développement des activités de l'École d'administration des affaires et aux services à la communauté;
- Participer aux activités de l'Université et de la Faculté.

Exigences :

- Ph.D. ou équivalent en comptabilité (ou en voie d'achèvement),
- Diplôme en finance et titre comptable (CPA, CMA, CCA, CA) seraient un atout,
- Expérience en enseignement,
- Maîtrise du français et de l'anglais à l'écrit et à l'oral,
- Maîtrise des logiciels usuels de comptabilité et de finance.

Rémunération : selon la convention collective en vigueur
Entrée en fonction : le 1er août 2017
Veuillez soumettre votre curriculum vitæ et demander à trois personnes répondantes de faire parvenir une lettre de recommandation au plus tard le 10 avril 2017 avant 12 h à :

Monsieur Stéfan Delaquis, doyen de la Faculté d'éducation et des études professionnelles
Université de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale
Winnipeg (Manitoba) R2H 0H7
Téléphone : 204-237-1818, poste 302 Télécopieur : 204-233-0217
sdelaquis@ustboniface.ca www.ustboniface.ca

L'USB souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et encourage la candidature de toute personne qualifiée, femme ou homme, y compris les Autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, toutes les personnes qualifiées sont invitées à postuler; la priorité est toutefois accordée aux personnes ayant la citoyenneté canadienne ou la résidence permanente.

GÉRANT OU GÉRANTE REQUIS

20 heures par semaine

Gestionnaire bilingue (français et anglais) pour gérer un complexe de 43 appartements : la Coopérative Chalet Saint-Norbert, au 80, rue Saint-Pierre.

Programme Quick Books ou SAGE nécessaire. Salaire négociable. Prière de soumettre votre curriculum vitæ à :

Roger Dubois
Chalet Saint-Norbert
100-80, rue St-Pierre
Saint-Norbert (Manitoba) R3V 1L1

Caisse Groupe Financier, une institution financière coopérative bilingue offrant une gamme complète de produits et services financiers par l'entremise de 27 centres de services au Manitoba, est à la recherche d'une personne pour combler **un poste à temps plein pour la saison estivale:**

AGENT(E), SERVICES AUX MEMBRES

au centre de services à La Salle

L'agent(e), services aux membres, est responsable d'un tiroir-caisse et accomplit une variété de tâches liées aux services financiers. Ses-fonctions principales comprennent l'offre de service au comptoir des produits et services de la Caisse.

Pour de plus amples renseignements:
www.caisse.biz/fr/carrieres/

Caisse Groupe Financier

VIA Rail Canada

Postes offerts à Winnipeg

de mai à novembre 2017

PRÉPOSÉ(E) PRINCIPAL(E) AUX SERVICES
Vous devrez en tout temps offrir un service à la clientèle hors-pair tout en assurant le confort et la sécurité de nos voyageurs. Vous aurez à les accueillir, en français et en anglais, et au besoin les aider en portant leurs bagages. Vous servirez repas et rafraîchissements en assurant constamment la prestation d'un service à la clientèle de qualité supérieure.
Salaire : 21,89 $ / H

PRÉPOSÉ(E) AUX SERVICES DE GARE
Vous devrez valider les billets et agit comme point de contact afin de répondre aux besoins de la clientèle, en français et en anglais. Vous serez également responsable du chargement et de la réception des bagages transportés par fourgon.
Salaire : 23,52 à 25,46 $ / H

CHEF
Vous devrez planifier et diriger les activités liées à la préparation et à la cuisson des aliments. Vous serez également responsable de l'entretien de votre aire de travail et d'assurer la qualité des aliments en tout temps. Vous devez êtes titulaire d'un certificat de sécurité valide en salubrité des aliments et d'un certificat portant le Sceau rouge.
Salaire : 23,52 à 25,46 $ / H

Poste offert à Gillam

MÉCANICIEN DE LOCOMOTIVE
Vous serez responsable du transport sûr et efficace des voyageurs et du personnel de VIA Rail, permettant de ce fait à VIA de mener à bien ses activités et d'offrir un excellent service à la clientèle.

Montez à bord et postulez dès maintenant !
carrieres.viarail.ca

PETITES ANNONCES

RECHERCHE

RECHERCHE DE BÉNÉVOLES : Actionmarguerite Saint-Vital (anciennement Foyer Valade). Département des Soins spirituels pour le déplacement des résidents à la messe. Les mercredis et dimanches matins. Personne ressource : Joerg Arnold 204 233-3692, poste 553.
378-

NOMBRE DE MOTS	20 mots et moins	21 à 25 mots	26 à 30 mots
Semaine 1	13,63 $	14,77 $	15,93 $
Semaine 2	21,71 $	24,04 $	26,35 $
Semaine 3	25,19 $	28,66 $	32,13 $
Semaine 4	28,66 $	33,29 $	37,93 $
Semaine 5	32,13 $	37,93 $	43,71 $
Semaine 6	35,62 $	42,56 $	49,51 $

Mot additionnel : 16¢ **Photo : 15,93 $**

MasterCard VISA Interac

Ces tarifs incluent la taxe sur les produits et services (TPS). Les petites annonces doivent être payées d'avance et parvenues à nos bureaux au plus tard le jeudi à 12 h précédant la date de publication désirée. Aucun remboursement ni crédit n'est accordé pour les annonces annulées.

LA LIBERTÉ Depuis 1913

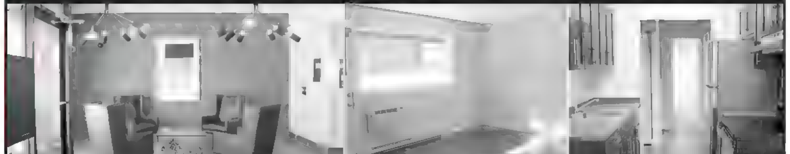
AVIS AUX ANNONCEURS

Toutes les annonces (réservations et matériel) doivent être parvenues à nos bureaux au plus tard **le mercredi avant 16 h** pour parution le mercredi de la semaine suivante à l'adresse **production@la-liberte.mb.ca.**

Merci de votre collaboration!

Téléphone : 204 237-4823 • **Télécopieur :** 204 231-1998

APPARTEMENTS À LOUER À SAINT-BONIFACE



Situés au cœur de Saint-Boniface, la plus grande communauté francophone de l'Ouest canadien, les blocs La Tour Eiffel A et B (291 et 261, rue Goulet) offrent des appartements d'une chambre à coucher, superbement rénovés, à partir de 1 049 $/mois seulement.

Tous les services publics sont inclus et les bâtiments comprennent aussi une aire de détente nouvellement rénovée, un gymnase, une piscine extérieure, une terrasse ensoleillée, des installations de buanderie sur place, une entrée sécuritaire, et plus encore!

La Tour Eiffel A et B sont de l'autre côté de la rue du Safeway, ainsi qu'à quelques minutes de marche de l'Hôpital Saint-Boniface, à un kilomètre de l'Université de Saint-Boniface, et près d'itinéraires principaux d'autobus.

La collectivité de Saint-Boniface offre des exemples d'architecture unique et historique, des commerces florissants et une scène culturelle dynamique.

Pour voir un appartement,
veuillez prendre un rendez-vous
en composant
le **204-237-8013** (pour La Tour Eiffel A)
ou le **204-231-2215** (pour La Tour Eiffel B).

GLOBE PROPERTY MANAGEMENT
www.globepm.ca

BAUX D'EXPLOITATION AGRICOLE PARC PROVINCIAL BEAUDRY

Les soumissions cachetées visant l'obtention du droit de cultiver des terres agricoles dans les limites du parc provincial Beaudry sont acceptées par Terres domaniales et acquisition foncière, Dispositions de la Loi sur les terres domaniales, 25, rue Tupper Nord, bureau 308, Portage la Prairie (Manitoba) R1N 3K1, jusqu'au **mercredi 12 avril 2017** à 12 h. Les soumissions doivent être accompagnées d'un dépôt (mandat, chèque certifié ou traite bancaire) représentant 10 % du montant de la soumission **(plus la TPS applicable)** payable au ministre des Finances du Manitoba.

Les terres agricoles pouvant être louées de 2017 à 2022 inclusivement comprennent des **sections des lots riverains 4 à 11 et 15 à 19 faisant partie de la paroisse de Saint-François-Xavier, dans la municipalité rurale de Cartier**.

On peut se procurer des formulaires de soumission, des cartes et des documents d'information en ligne au www.clpamb.ca/leases and permits/LPproperties.aspx (en anglais seulement) ou en faire la demande par téléphone au 1 866 210-9589.

À VOTRE SERVICE

SERVICES

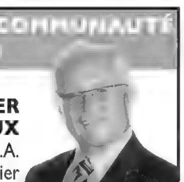






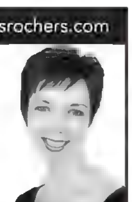












AVOCATS-NOTAIRES



CAHIER B
CULTUREL • SPORT • COMMUNAUTAIRE
WWW.LA-LIBERTE.MB.CA
VOL. 103 N° 47 • 22 AU 28 MARS MARS 2017
SAINT-BONIFACE

CULTUREL

LE BRUNCH POUR GABRIELLE-ROY

La Maison Gabrielle-Roy est un lieu historique national depuis 2009. Cela fait quelques années que la demeure natale de la célèbre écrivaine pourrait bien accueillir plus de bénévoles pour assurer sa mise en valeur. Le brunch annuel est une occasion de sensibilisation.

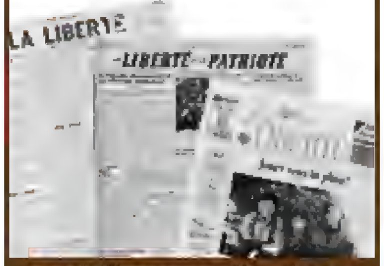
B3

SPORT

LA MOTONEIGE ET SON GRAND PASSIONNÉ

Fernand Gagnon de Saint-Pierre-Jolys se définit volontiers comme un fou du *Ski-doo*. Il en a fourni une nouvelle fois une convaincante preuve en s'offrant au mois de février le périple jusqu'au Rocher Percé en compagnie de Michel Sabourin.

B5



CULTUREL

3E FESTIVAL DE FILM FRANÇAIS DE L'ALLIANCE FRANÇAISE

Un regard d'ici sur le cinéma français

Ce mercredi, le Festival de film français de l'Alliance Française entame sa troisième édition à la Cinémathèque (1). Un rendez-vous qui se fait peu à peu une place dans le paysage cinématographique de Winnipeg. Rencontre avec Alan Nobili, directeur de l'organisme francophone.

Léo
GAUTRET
presse1@la-liberte.mb.ca

Né il y a trois ans, à l'occasion des 100 ans de l'Alliance Française du Manitoba, le Festival de film français devrait, à nouveau, combler les fauteuils de la Cinémathèque. Inspiré d'un concept initié par les Alliances Françaises australienne et néo-zélandaise, Alan Nobili souhaite, avec ce festival, fonder un nouveau repère pour le cinéma winnipégois. « L'objectif est de créer une habitude, un rendez-vous incontournable, puis d'en faire une balise dans le paysage cinéma de Winnipeg. »

Directeur de la structure depuis un an et demi, Alan Nobili croit dans le potentiel cinéphile de la capitale du Manitoba. « On est convaincu que Winnipeg est une ville de cinéma. La Cinémathèque, c'est un peu le lieu central du cinéma à Winnipeg. Il y a une vraie communauté de cinéphiles qui gravite autour. »

L'année dernière, le festival de film de l'Alliance Française avait accueilli plus de 500 spectateurs lors de ses sept projections. « Cette année nous avons huit films à l'affiche, tous francophones. »



photo : Léo Gautret

Alan Nobili, directeur de l'Alliance Française du Manitoba et Damien Ferland, programmateur, présentent l'affiche de la troisième édition du Festival de film français.

Des longs-métrages sélectionnés tout au long de l'année par le programmateur du festival, Damien Ferland, ancien étudiant en théâtre et cinéma à l'Université de Winnipeg. « C'est une véritable encyclopédie du cinéma. On lui a tout de suite donné les clés du camion. Pour cette troisième édition, il va vraiment apporter un regard manitobain sur le cinéma français. »

Réalisateur de courts-métrages, le Bonifacien guette toute l'année les films susceptibles de figurer à l'affiche. « Il est allé au Toronto International Film Festival cette année, où il a visionné *Le Secret de la chambre noire*, qui est en tête d'affiche cette année, et donnera le tempo de cette édition. »

Un tempo aux sonorités équivoques, illustrant le thème de cette troisième édition, « L'amour et la violence ».

« On veut présenter des films classiques comme *Le Salaire de la peur* (film de 1953 d'Henri-Georges Clouzot, NDLR), des films cultes, mais aussi des films modernes et plus grand public. » Une palette cinématographique qui devrait répondre aux attentes du public manitobain.

« Ce qui plait ici c'est le mélange entre classiques et modernes. Les vieux films attirent beaucoup de monde, car ils ne passent pas dans les autres cinémas. Dans une ville aussi multiculturelle que Winnipeg, on pense qu'il y a la place pour promouvoir ce genre de cinéma. »

En plus des huit films à l'affiche cette année, le festival innove en proposant quatre courts-métrages de réalisateurs franco-manitobains qui seront projetés avant chaque long-métrage. « L'objectif est de faire le lien entre le cinéma français et les inspirations de ceux qui font du cinéma à Winnipeg. » Une initiative qui a pu se concrétiser avec le Winnipeg Film Group, société qui aide les jeunes artistes du 7e art à la production, la distribution et la projection de leurs films.

---

(1) Du 22 au 25 mars, à la Cinémathèque, 100 Arthur Street. Tarifs : de 6 $ à 10 $. Certaines séances sont déconseillées aux moins de 12 ans. Plus d'information sur la page Facebook « Alliance Française French Film Festival 2017 ».

Sudoku

PROBLÈME N° 545

			3					
	8				5	1		
		7					3	9
3			9	5				2
				3	1			
					8		7	
				9				
			5		3		2	8
	6			7		3	4	

RÉPONSE DU N° 544

5	2	1	4	7	6	8	3	9
7	8	3	1	9	5	6	4	2
6	4	9	8	2	3	7	1	5
4	9	8	7	1	2	5	6	3
3	5	7	6	4	9	2	8	1
2	1	6	5	3	8	4	9	7
1	7	2	3	6	4	9	5	8
9	6	5	2	8	1	3	7	4
8	3	4	9	5	7	1	2	6

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres de 1 à 9 qu'une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : **vous ne devez jamais répéter plus d'une fois les chiffres de 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 914

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1											■	
2										■		
3			■									
4							■					
5		■							■			
6				■							■	
7						■						
8		■										■
9					■							
10								■				
11			■				■					
12						■						

HORIZONTALEMENT

1- Dilatation variqueuse des veines du scrotum.
2- Qui a atteint l'une de ses valeurs extrêmes. – Ginette Théorêt.
3- Négation. – Couvrira une meule d'émeri.
4- Occuper la place d'honneur. – Personne qui prétend avoir le don de divination.
5- Met dans l'axe. – Rivière d'Alsace.
6- Colère. – Garderas le silence.
7- Touche de l'argent. – Dans la Vienne.
8- Tailler un morceau de lard en lardons.
9- Ancienne monnaie chinoise. – Donnas soif à.
10- Prénom féminin. – Fleuve de Sibérie.
11- Négation. – Légumineuse. – Accroché.
12- Passasse sous silence. – De la poste.

VERTICALEMENT

1- Ventru.
2- Organiser autour d'un thème. – Roulement bref. – Déclaration.
3- Une lettre les sépare. – Parsemée d'ocelles.
4- Prénom féminin. – Ils couvrent les calices pendant la messe.
5- Soumettre à la cémentation. – Colère.
6- La loi du silence. – Préposition.
7- Conjonction. – Canal étroit.
8- Firent l'élision. – Fleuve d'Italie.
9- Fait tort à ses intérêts. – Disposés en boucles.
10- Enlèvent les entrailles.
11- Ustensile. – Homme d'État espagnol (1719-1798).
12- Tout bon joueur de hockey désire voir son nom inscrit sur cette coupe. – David fut son successeur.

RÉPONSES DU N° 913

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	T	A	B	E	R	N	A	C	L	E	■	M
2	E	M	A	C	I	A	S	■	I	N	D	U
3	N	E	U	R	A	S	T	H	E	N	I	E
4	D	U	■	I	■	I	R	I	S	E	N	T
5	A	T	T	E	S	T	E	S	■	M	E	T
6	N	A	O	■	C	O	S	S	A	I	■	E
7	C	I	L	L	E	R	■	E	S	S	E	S
8	I	■	L	I	N	T	E	R	S	■	P	■
9	E	L	E	V	E	■	P	A	U	M	E	S
10	U	U	■	E	S	C	R	I	M	E	R	A
11	S	I	L	T	■	L	I	S	E	R	O	N
12	E	T	I	S	I	E	S	■	S	E	N	S

CHRONIQUE

Nos Manitobaines *engagées*

Le projet de recherche intitulé ***Nos Manitobaines engagées*** réunira dans un livre les profils d'une centaine de Manitobaines qui ont contribué de façon marquante à l'épanouissement et à la vitalité de leur communauté. Initié par Michelle Smith et dirigé par Lise Gaboury-Diallo, ce projet a rapidement été endossé par un groupe de travail motivé, dont les autres membres sont : Aline Campagne, Louise Duguay, Suzanne Kennelly, Roland Lavoie, Papa Mbao, Bernice Parent et Karlee Sapoznik.

Cette chronique est l'extrait d'une entrevue qui met en lumière le riche parcours de vie de

PATRICIA (GAUTHIER) DANYLCHUK



Je suis diplômée du Collège de Lorette. Et puis après, les choix pour les jeunes filles étaient limitées. Il en avait trois: religieuse, institutrice ou infirmière. Bien sûr que les sœurs nous avaient fortement encouragées de rejoindre leur corporation. À ce moment-là, moi, j'étais intéressée parce que j'avais vécu avec les religieuses. Mais mes parents ne pouvaient pas se priver de mon salaire. Si j'allais travailler, c'était pour les aider. Alors il fallait absolument que je me trouve un emploi. Comme ça, à 17 ans, lorsque j'ai terminé ma 12e année, je suis allée enseigner sur permis, parce que je n'avais pas l'éducation requise. Je suis donc allée enseigner à Sainte-Rita dans une petite école de campagne où il y avait huit niveaux dans une seule classe. C'était à quarante milles de chez nous, c'était là où vivaient les Toupin.

Alors j'ai vécu à Sainte-Rita trois ans. J'avais des élèves en 8e année qui avait quasiment le même âge que moi. Des grands gaillards de 15 ans! (rires) C'était assez épeurant et il fallait que je prenne ma place, leur faire voir que j'étais quand même responsable. Je crois que j'avais cette autorité de naissance, c'était inné chez moi. J'ai eu de très belles années à Sainte-Rita.

[...] [E]t puis les sœurs Saint-Joseph étaient intéressées à savoir ce que je faisais. Il avait des sœurs Saint-Joseph à Saint-Eugène, sur la rue Sainte-Marie. Il y avait l'école de Saint-Eugène là-bas. Et oui, bon, les religieuses m'ont demandé de venir enseigner à cette école qui était une école paroissiale. Alors ça m'a amenée en ville. D'autres expériences ont suivi. Je suis restée à Saint-Eugène trois ans aussi. Une belle école et j'ai trouvé ça tellement facile, malgré le fait que j'ai eu 35 élèves en 5e année! C'était donc facile, comparé à enseigner une 8e année dans une école de campagne.

Après trois ans, l'école Saint-Eugène a été fermée, ou elle est devenue une école publique. Alors, je me suis dit qu'il fallait qu'absolument que je termine mes études à l'Université du Manitoba, étant donné qu'il n'y avait pas de Faculté d'éducation comme telle au Collège de Saint-Boniface. Mais les sœurs oblates qui étaient à Saint-Émile sont venues me chercher. L'argent était bon, alors je suis allée enseigner à Saint-Émile pendant trois ans. Après avoir fait neuf ans dans l'enseignement, — et en plus je m'étais mariée entretemps —, j'ai dit non, il faut que je retourne aux études.

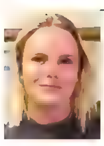
Ainsi je suis retournée à l'Université du Manitoba pour faire un premier degré. Ensuite j'ai fini mon baccalauréat en éducation au Collège universitaire de Saint-Boniface. Par la suite, j'ai été enseignante pour bien des années. En tout : 33 ans!

Ce projet a reçu l'appui technique et financier de : l'Université de Saint-Boniface, La Liberté, la Winnipeg Foundation, *le Secrétariat des affaires intergouvernementales du Canada, le Centre du patrimoine et la Société historique de Saint-Boniface, l'Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française, la Fédération des aînés franco-manitobains, le Conseil jeunesse provincial, entre autres.*

LA MAISON GABRIELLE-ROY CHERCHE TOUJOURS DES BÉNÉVOLES

Pour garder vivant le lieu historique

Le Maison Gabrielle-Roy, c'est ce monument de l'histoire de Saint-Boniface, devenu lieu historique national en 2009. Portée par une poignée de bénévoles, depuis qu'elle est sortie de l'ombre après avoir été rénovée à grands frais au début des années 2000, la maison manque pourtant de bras et de fonds pour être maintenue en l'état.



Elisabeth VETTER
presse7@la-liberte.mb.ca

Dans le fond froid, un doux jour de mars. Dans les flaques miroitent une bâtisse, l'une de celles dans cette rue qui depuis cent ans, n'a pas bougé. Cette maison? Celle de l'auteure Gabrielle Roy et de sa famille, réinvestie depuis 2003 par une petite – mais solide – équipe de bénévoles.

C'est Baptiste Marcère, le directeur de la Maison Gabrielle-Roy depuis août dernier, qui fait passer la porte. Dès l'entrée - ici la cuisine - tout du lieu y a été pensé comme au début des années 1920. Il situe : « La maison a été construite en 1905 par Roy père, alors l'une des seules de la rue. À l'époque, c'était clairement une maison bourgeoise ». En témoignent les radiateurs calorifères fixés au mur, déjà acquis par le paternel, travaillant pour les services d'immigration et le gouvernement fédéral.

À l'enfilade, les pièces se dessinent, reconstituées d'après des lettres de la famille, des témoignages. Une entreprise minutieuse que la corporation Gabrielle Roy a pu effectuer avant même le début des rénovations, en 2001. Après l'achat de la maison permis par des donations à hauteur de 150 000 $, les travaux se sont étirés sur deux ans et ont coûté l'équivalent de 650 000 $ à l'association.



photo : Elisabeth Vetter

Claudette Dumas et son mari Jean, bénévoles, donnent vie depuis 2013 à la Maison Gabrielle-Roy.

À l'étage, ce sont d'autres pièces que les bénévoles font revivre. Des panneaux permanents et des expositions temporaires habillent les chambres. Celle à venir? Gabrielle Roy traduite, ce printemps.

Mais c'est au grenier que tout se passe. Quelques rayons à travers une lucarne. La lucarne. Lorsqu'on se place face à cette ouverture, on comprend aisément ce qui a pu insuffler sa prose à Gabrielle Roy. Tout est là, comme dans son ouvrage *Rue Deschambault*.

Cette pièce, c'est la préférée de Claudette Dumas et de son mari, Jean. Bénévoles ici depuis les débuts, avant même que l'édifice ne devienne site historique provincial, puis national. Pour Claudette, Gabrielle Roy, c'est une partie de sa vie. « Je suis venue après l'ouverture de la maison au public en 2003. Je connaissais naturellement l'auteur, j'avais lu ***Bonheur d'occasion*** à l'école. Comme nous étions fraîchement retraîtés avec mon mari, nous avons proposé notre aide », pétille-t-elle.

Depuis, c'est chaque samedi qu'elle se rend au 375 de la rue Deschambault. Avec une mobilisation plus importante d'ici au 26 mars prochain. Et pour cause! À l'occasion des 150 ans du Canada, c'est un brunch dédié que les bénévoles ont décidé d'organiser (1).

De quoi motiver, peut-être, ceux qui voudraient en apprendre plus sur l'auteure. Ou peut-être ceux qui voudraient se mobiliser pour continuer à faire vivre ce monument du patrimoine historique de Saint-Boniface.

Le directeur déplore, en effet, une mobilisation qui s'émousse : « Nos frais de fonctionnement s'élèvent à plus de 155 000 $ par an pour un revenu total de 136 000 $ dont 108 000 $ de subventions. Mais ce chiffre est à la baisse ».

Seule une douzaine de personnes consacrent de leur temps à la maison. Baptiste Marcère est formel : « Il en faudrait une dizaine de plus pour assurer des visites toute l'année ».

(1) Le brunch se tiendra le 26 mars prochain à l'hôtel Norwood, 112, rue Marion, à compter de 12 h. 150 billets sont en vente au prix de 75 $ et chacun d'entre eux donnera droit à un reçu pour fin d'impôts de 50 % du montant. Réservation au 233-ALLÔ ou sur place, à la Maison Gabrielle-Roy.



LA DOUBLE CONTRIBUTION DE L'USB AU 150E

Une sculpture va prendre racine à l'USB

L'Université de Saint-Boniface a dévoilé deux nouveaux projets d'envergure, qui aboutiront à la mi-septembre, en marge du 150e anniversaire du Canada.

Léo GAUTRET
presse1@la-liberte.mb.ca

Le 15 mars, l'Université de Saint-Boniface (USB), par la voix de Louis St-Cyr, directeur du Bureau de développement et des communications, a dévoilé la maquette d'une œuvre d'art public qui sera installée sur le campus, ainsi que la tenue d'une fête communautaire.

La sculpture sera érigée devant le parvis de l'université. Le choix du jury s'est porté sur l'ancienne étudiante de l'USB, Madeleine Vrignon. Une douzaine d'artistes était en lice. Baptisée *À tous vents*, la future sculpture de 17 pieds prendra la forme d'un assemblage de 150 samares. L'idée de graines d'érable stylisées et virevoltantes, est née de l'image d'un vieux Larousse de sa bibliothèque familiale, orné d'un pissenlit.

« Enfant, je traçais souvent de mes doigts cette image. Sans pouvoir lire, j'avais observé le vent détacher une à une les graines de cette plante. Avec l'âge, j'ai compris que c'était une métaphore pour la dissémination du savoir. » Un souvenir d'enfance greffé à la symbolique canadienne de l'érable qui, au printemps, répand ses graines... « Cette sculpture symbolise le mouvement perpétuel des étudiants, et de tous ceux qui vont et viennent du monde entier, à l'Université de Saint-Boniface. »

Le second projet prendra la forme d'une fête de rue, ponctuée de concerts en plein air, et se tiendra le 15 septembre prochain dans l'avenue de la Cathédrale. La journée sera organisée en partenariat avec l'équipe du Festival du Voyageur, ce qui devra permettre l'accueil de plus de 1 000 spectateurs.

Deux projets financés grâce à une dotation de 150 000 $ versée par le fonds Canada 150, dans le cadre du 150e anniversaire de la Confédération canadienne. Présent lors de l'annonce du projet, le député fédéral de Saint-Boniface / Saint-Vital, Daniel Vandal, a souligné l'attrait symbolique de ces deux projets qui « reflètent l'essentiel de l'USB, un établissement où les rêves prennent leur envol. »



photo : Léo Gautret

Daniel Vandal, Madeleine Vrignon et Louis St-Cyr, posant devant la maquette de l'œuvre de Madeleine Vrignon, qui sera dévoilée le 15 septembre, à l'entrée de l'USB.

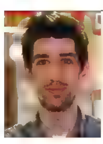
L'œuvre de Madeleine Vrignon devrait être complétée d'ici le mois d'août, et sera inaugurée le 15 septembre prochain, pendant la fête de rue.

SPORT

Du cœur des Prairies aux rives de l'Atlantique

Un fou de *Ski-doo* de nouveau à Percé

Le matin du 9 février, Fernand Gagnon et Michel Sabourin sont partis en motoneige de Saint-Pierre-Jolys avec une idée un peu folle en tête : conduire jusqu'à Percé, dans la péninsule gaspésienne. Un défi de 5 800 kilomètres que les deux hommes ont relevé en quinze jours.



Valentin CUEFF
presse2@la-liberte.mb.ca

Fernand Gagnon n'a pas froid aux yeux : au début de la soixantaine, il s'est lancé dans une aventure qui l'a fait traverser deux pays, trois États et trois Provinces, et une quinzaine de villes et villages. À l'arrivée l'attendaient les paysages de la Gaspésie et, surtout, le Rocher Percé dans l'océan Atlantique.

Pourquoi cette destination, en particulier? Fernand Gagnon répond avec humour : « Parce qu'on ne peut pas aller plus loin. Les motoneiges ne vont pas sur l'eau. » Motoneigiste depuis ses 13 ans, âge auquel son père lui a acheté sa première monture, il en est mordu et passe ses hivers à chevaucher les pistes du Manitoba.

Ce périple jusqu'à la côte Est, le directeur de *FLG Transports* l'a déjà fait il y a vingt ans. Il s'est à nouveau lancé dans l'aventure parce qu'il était important pour lui de relever des défis et de profiter de chaque moment, tant qu'il est en bonne forme. « On ne peut pas attendre d'être en chaise roulante pour faire ça. » Les deux fois, il est allé jusqu'à Percé avant de revenir vers Montréal, et prendre l'avion pour rentrer à Winnipeg.

Cette fois-ci, il a demandé à son ami Michel Sabourin de Saint-Jean-Baptiste, surnommé *Cowboy*, de l'accompagner. Le cowboy en a eu pour son voyage et répétait tout le temps du trajet : « On est fous, on n'y arrivera jamais ». Les deux amis roulaient de 7 h 30 à 18 heures et parcouraient jusqu'à 560 kilomètres en une journée.

Depuis 1997, les applications mobiles ont remplacé les cartes en papier, et Fernand Gagnon ne s'est pas privé de cette technologie pour se diriger sur les pistes de motoneiges. Leur traversée s'est déroulée sans embûches, malgré des températures anormalement élevées en Ontario.

Certaines personnes ne les ont pas crus quand ils disaient qu'ils allaient à Percé, comme ce douanier ontarien qui les a contrôlés vers Sault-Saint-Marie. Mais la rencontre qui aura le plus marquée Fernand Gagnon est ce jeune couple du Vermont, en voyage de noces, qui se rendait en motoneige dans le Michigan. Les mariés s'étaient dits « oui » au Mont-Saint-Pierre, en Gaspésie, où se dirigeaient Fernand Gagnon et son acolyte.

Arrivé à Percé le 24 février, Fernand Gagnon avait les larmes aux yeux. Il avait conscience d'avoir accompli quelque chose d'unique : « Je n'ai encore jamais rencontré quelqu'un qui a fait ce trajet. » D'autant que le motoneigiste y est parvenu à deux reprises. C'est pourquoi il confirme volontiers les propos de Michel Sabourin, sur les raisons qui le poussent à entreprendre une telle expédition : « Je suis fou. Comme les personnes qui courent les marathons. On fait ça pour se donner un défi. C'est un but qu'on se met et qu'on atteint. »

Il appuie sur l'importance de se dépasser tant qu'on le peut encore. D'ailleurs, il projette de retourner à Percé et d'aller encore plus loin : « La prochaine fois, j'aimerais revenir jusqu'à Winnipeg en motoneige, en passant par le Nord de l'Ontario. »

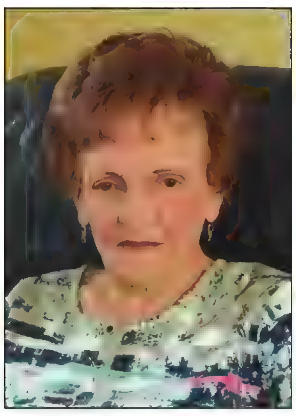


photo : Gracieuseté Fernand Gagnon

Fernand Gagnon, Michel Sabourin et leur ami Sylvain Baudré, qui les a rejoints au Québec. Les trois compères ont sorti le champagne pour célébrer leur arrivée en motoneige à Percé, après quinze jours passés sur les pistes.

NÉCROLOGIE

Dora Freynet



C'est avec le plus profond regret que nous annonçons le décès de notre maman adorée, Dora Freynet, décédée le 23 février 2017 à l'Hôpital Saint-Boniface à l'âge de 87 ans, épouse de feu Gérard Freynet.

Elle laisse dans le deuil ses huit enfants : Richard, Ronald (Nicole), Gisèle Bissonnette (Arcel), Ginette Courcelles (Guy), Marc (Lisette), Louise Garand (Claude), Carole Freynet-Gagné (Jean-Paul) et André (Mandy). Elle laisse aussi ses 23 petits-enfants : Brigitte Lazarko (Lawrence), Denis Freynet, Yvan Freynet (Karen), Julie Carrière (Phil), Annick Beaver (Kevin), Chantal Freynet (Kyle Hawthorn), Jasmin et Patrick Bissonnette, Rémi et Éric Courcelles, Mario, Réjean et Cédric Freynet, Daniel Garand (Natasha), Serge Garand (Julie), Christine Andani (Rafiq), Kateri (Patrick Lessard), Janique, Chloé et Ariane Freynet-Gagné, Maya, Samuel et Luc Freynet. Maman laisse aussi 11 arrière-petits-enfants : Valérie et Zoé Freynet, Zachary et Lexi Carrière, Aiden Freynet, Benoit et François Garand, Isabelle et Lilianne Garand, Alizée Freynet-Lessard et Sophie Andani.

Elle laisse également dans le deuil son meilleur ami, beau-frère et compagnon, Alix Simard et sa famille.

Elle laisse aussi deux frères, père Isaïe Blanchette o.m.i. et Marcel Blanchette (Claudia), quatre sœurs, Éveline Champagne, Flore Grenier, Alda Leclerc, Odette Fontaine et une belle-sœur, Mireille Blanchette. Elle sera aussi regrettée par la famille Freynet : Diane Therrien (Maurice), Hermine Vielfaure, ainsi que de nombreux neveux et nièces.

Elle fut précédée par son époux Gérard en 1993, deux frères, Gérald et Léo Blanchette, sept beaux-frères, Gérard Champagne, Alfred Grenier, Claude Leclerc, Paul Fontaine, Antonio Vielfaure, Roland et Léo Freynet ainsi que trois belles-sœurs, Yvonne et Yvette Freynet et Solange Simard.

La famille tient à remercier chaleureusement tous ceux et celles qui ont soutenu la famille durant cette dure épreuve.

Les funérailles furent célébrées le samedi 4 mars 2017 à 10 h en la Cathédrale de Saint-Boniface. L'inhumation des cendres se fera à la Paroisse de Sainte-Anne-des-Chênes à une date ultérieure.

Femme de peu de mots, femme d'amour aux yeux perçants, femme de dignité et de justice. La plus tendre des mamans. Grand-maman de réconfort et de crème glacée. Arrière-grand-maman de bonbons, de rires et de pop-corn.

Maman est née à Sainte-Anne en 1929. Elle a épousé Gérard Freynet en 1953 et ils ont eu huit enfants. Elle avait une affection profonde pour les enfants. Elle aimait les voir jouer, se salir, manger à leur faim et rire aux éclats.

Maman, tu l'as voulue grande et unie ta famille. Tu nous as tricotés serrés. Eh bien voilà qu'on t'a entourée comme tu nous l'as fait tant de fois avec tes bras de velours. On t'a aidée à passer dans l'au-delà avec déchirement et soulagement. Notre amour t'a portée jusqu'à Papa. Repose en paix maintenant chère maman.

Pour ceux et celles qui le désirent, des dons peuvent être faits à la Fondation de l'Hôpital Saint-Boniface.

SALON MORTUAIRE DESJARDINS
204-233-4949



CHRONIQUE RELIGIEUSE

PÈRE ALPHONSE BONGO, cj

La Vigne du Seigneur

Le Concile Vatican II avait retenu plusieurs images de l'Église. En ce temps, l'image qui peut nous inspirer est celle de la Vigne du Seigneur. Au cours de l`histoire, cette image a été souvent utilisée pour désigner le Peuple élu, c'est-à-dire le peuple d'Israël. Le Concile Vatican II, reprenant les différentes images bibliques qui éclairent le mystère de l'Église, avait proposé l'image de la vigne et des sarments : « *La vigne véritable, c'est le Christ; c'est Lui qui donne vie et fécondité aux rameaux que nous sommes: par l'Église nous demeurons en Lui, sans qui nous ne pouvons rien faire* ».

Dans le Nouveau Testament, l'image de la vigne ne représente plus le peuple d'Israël, mais tous ceux qui croient et qui suivent Jésus. Devant l'urgence de voir tout le monde participer à l'évangélisation, Jésus reprend cette image (Matthieu 20,1-16) pour souligner l'importance de la participation de tous à l'œuvre de l'évangélisation. Ce travail n'est pas réservé à une catégorie de personnes, mais au Peuple de Dieu tout entier. En comparant l'Église à la vigne, nous pouvons dire que l'Église est entièrement ministérielle.

L'Église est entièrement ministérielle parce que tous les baptisés sont invités, en vertu de leur dignité baptismale, à rendre service. Tous ont une commune responsabilité envers la mission fondamentale de l'Église, tous ont l'obligation de s'engager dans l'accomplissement de cette mission. Tous sont donc des ouvriers. Cette compréhension de l'Église comme Vigne du Seigneur est une ecclésiologie qui fut développée par le Pape Jean-Paul II dans l'exhortation apostolique post synodale *Christilesfideles Laici* (1988) « *C'est l'Église elle-même, donc, qui est le vignoble évangélique* ». (*Christifideles laici*, 1988). Si l'Église est la vigne, nous sommes alors tous ouvriers. Dans cette ecclésiologie, tout baptisé doit se rendre compte de sa situation d'ouvrier et se mettre debout pour répondre à l'appel lancé par le Seigneur; « Allez, vous aussi, à ma vigne ». « *L'appel ne s'adresse pas seulement aux pasteurs, aux prêtres, aux religieux et aux religieuses; il s'étend à tous...* » (*Christi fideles Laici*, p. 22).

Chaque ouvrier a son rôle dans la vie de la communauté ecclésiale, ainsi il y aura une prise en charge solidaire des responsabilités dans la pastorale. Et c'est ainsi que nous pouvons répondre au défi lancé par le Pape François qui nous a dit, à la suite des paroles de Jésus : « d'aller aux périphéries ». Aller aux périphéries, c'est une invitation à chacun des baptisés pour « sortir de son propre confort, de sa condition de spectateur, et d'avoir le courage de rejoindre toutes les périphéries qui ont besoin de la lumière de l'Évangile ».

Ceci ne vaut pas seulement pour les prêtres. C'est tout le peuple ecclésial qui doit se mettre débout pour prendre part à la vie de l'Église dans sa communauté paroissiale, selon son charisme. Face à la diminution des prêtres et autres agents de la pastorale, nous nous posons beaucoup de questions sur l'avenir de nos paroisses. Nous oublions parfois que nous faisons partie de la solution. La redynamisation de nos paroisses ne se fera que si, tous, nous prenons conscience de notre état d'ouvrier envoyé à la vigne par le Seigneur et acceptons d'apporter notre contribution dans le travail pastoral, selon le don que chacun a reçu de Dieu.

L'image de l'Église comme Vigne du Seigneur est plus qu'inspirante en ce temps. Ce n'est plus le temps de laisser endormir le don reçu de Dieu, mais c'est le moment de se réveiller et de prendre part à la vie de l'Église en exerçant un service particulier, selon le besoin de la communauté paroissiale.

Vous pouvez aussi lire la *Chronique religieuse* de la semaine, ainsi que les chroniques antérieures sur le site Web de l'Archidiocèse de Saint-Boniface :
http://www.archsaintboniface.ca/main.php?p=217

COMMUNAUTAIRE

L'ENGAGEMENT REQUIS POUR DEVENIR POMPIER BÉNÉVOLE

« Ce n'est pas un défi quand on aime ça »

Alors qu'il y a une pénurie de pompiers bénévoles dans plusieurs communautés manitobaines, Sainte-Agathe connaît une surabondance de volontaires. Dont Jacqueline Lemoine, qui deviendra la deuxième femme pompier dans la Municipalité de Ritchot.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Jacqueline Lemoine a 30 ans. L'enseignante à l'école Gabrielle-Roy suit une formation intense depuis septembre 2016. À toutes les semaines, la résidente de Sainte-Agathe s'entraîne au moins quatre heures dans les casernes de Saint-Adolphe et d'Île-des-Chênes. Au bout du compte, elle aura consacré plus de 200 heures à sa formation.

Et c'est sans compter qu'elle devra posséder la théorie contenue dans un manuel de plus de 800 pages avant d'aller éteindre son tout premier incendie. Pourtant, l'enseignante de 3e année se sent « choyée de pouvoir devenir pompier ».

« J'ai été attirée par l'idée depuis mars 2015, quand la Municipalité de Ritchot a tenu une soirée de sensibilisation à Sainte-Agathe pour expliquer qu'il faudrait des pompiers bénévoles, en prévision de la construction de la nouvelle caserne. J'aime ma communauté. Et je veux rendre service. Comme mes parents, Julien et Pierrette Lemoine. On a toujours été très impliqués, très engagés. Alors je me suis dit : *Pourquoi pas?* »

Jacqueline Lemoine n'est pas seule à avoir répondu à l'appel. La Municipalité avait besoin de 16 pompiers à Sainte-Agathe. 26 se sont portés volontaires. Scott Weir, le chef des pompiers de Ritchot, est « étonné ». Mais il a une explication.

« L'esprit communautaire est très fort à Sainte-Agathe. Bien sûr, l'engouement est fort à cause de la nouvelle caserne. Mais ça n'explique pas tout. Pour devenir pompier, il faut être très qualifié.



photo : Daniel Bahuaud

Jacqueline Lemoine : « Devenir pompier, c'était le rêve d'enfance de mon père. Je sais qu'il est fier de moi. Comme d'ailleurs mes élèves en 3e année à l'école Gabrielle-Roy. Ils me demandent souvent ce que j'ai appris en formation. Ils veulent même des démonstrations! »

Les 26 volontaires sont tous d'un haut calibre. Les 16 qui sont en formation font preuve d'un haut niveau d'engagement. Il faut le vouloir, parce que c'est du boulot. Les 200 heures requises pour obtenir sa certification de pompier de niveau un, c'est un minimum. On n'aborde même pas l'extraction de passagers d'un véhicule accidenté, la manutention de matières dangereuses, ou encore la conduite des camions munis de freins pneumatiques. C'est énorme ce qu'il faut savoir. »

Jacqueline Lemoine tempère la perspective du chef des pompiers : « Ce n'est pas un défi quand on aime ça. J'avais une bonne idée dans quoi je m'embarquais, côté travail. C'est fascinant. J'apprends à utiliser l'équipement, comment faire de la recherche et du sauvetage, comment éteindre les feux. Le feu peut se comporter de différentes manières. J'apprends à lire le feu. Et la boucane. C'est fascinant de prédire comment agit un incendie dans différentes conditions.

« Côté physique, c'est vrai, c'est exigeant. Il faut être en forme. Je fais du conditionnement physique. Je suis petite, mais forte! Le fait d'être femme n'est pas le moindrement un inconvénient. Je suis fière de pouvoir me joindre à Deidre Perron. Ça fait dix ans qu'elle est en poste à Saint-Adolphe. Quelle inspiration! »

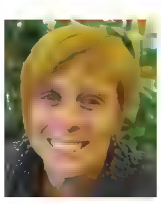
La caserne de Sainte-Agathe : une nécessité

Depuis 2004, 160 maisons ont vu le jour à Sainte-Agathe. Le parc industriel Riel du village accueille déjà une dizaine de commerces, et sera agrandi. D'où le besoin de construire une caserne.

Le nouvel édifice coûtera 1,5 million $ et sera construit cet été. Le conseiller municipal du village, Jeannot Robert, est « heureux que ce projet nécessaire, prévu depuis 2013, verra bientôt le jour ». « Nous sommes rendus aux demandes de soumissions des entreprises de construction. Il était temps. Le parc industriel Riel a vu la construction de la nouvelle usine de transformation du chanvre Hemp Oil Canada Ltée. Et on installe les infrastructures nécessaires, comme l'eau, l'électricité et le gaz naturel, sur les 25 lots qui nous restent sur le terrain. Ces lots ont deux acres chacun et peuvent accommoder toutes sortes d'entreprises. »

Michel Duval, l'administrateur de la Municipalité de Ritchot rappelle qu'à l'heure actuelle, la caserne la plus proche de Sainte-Agathe est située à Saint-Adolphe. « Quand l'alarme à feu sonne, ça prend au moins 15 minutes pour se déplacer à Sainte-Agathe. Or, pour être vraiment efficace, il faut un temps de réponse de deux à trois minutes. »

CITATIONS ET INCITATIONS À LA COMPASSION



France Adams

« On démystifie la maladie mentale quand on va au-delà de la peur de ces maladies, quand on se met dans le peau de l'autre. On est différent, oui. Mais on est aussi semblable. Ce sont des gens qui ont des défis, tout simplement. »
- Joanne Therrien

« Être humain, c'est être vulnérable, et résilient tout à la fois. »
- Joanne Therrien

Retrouvez France Adams sur les ondes de CKSB (88,1 FM), lundi matin 27 mars vers 8 h 35 en conversation avec Martine Bordeleau.


ACHETEZ MAINTENANT!
DATE LIMITE :
LE JEUDI 23 MARS À MINUIT
NE TARDEZ PAS... DEVENEZ LE PROCHAIN MILLIONNAIRE DU MANITOBA!
1,1 MILLION DE $ EN ARGENT COMPTANT
HUNTINGTONHOMES
HEARTH HOMES
ARTISTA HOMES
Êtes-vous prêt à GAGNER?
5 choix incroyables de gros lots
MEGA MILLION CHOICES 2017 LOTTERY
50/50 PLUS™
REMPORTEZ LA MOITIÉ DE LA CAGNOTTE 50/50, QUI PEUT ATTEINDRE 1,5 MILLION DE DOLLARS!
PRÈS DE 750 000 $!
BIG SCORE PLUS™
GAGNEZ CHAQUE JOUR EN AVRIL!
D'UNE VALEUR DE PLUS DE 145 000 $!
Commander c'est facile! StBMegaMillionChoices.ca
BILLETS 1 pour 100 $ / 2 pour 175 $ / 4 pour 300 $ / 8 pour 500 $
*BILLETS BIG SCORE PLUS^MC 1 pour 20 $ / 4 pour 40 $ / 8 pour 60 $
*50/50 PLUS^MC 1 pour 15 $ / 6 pour 30 $ / 20 pour 60 $
Les billets doivent être commandés avec vos billets de la loterie Options MegaMillion 2017. Pour tous les règlements, visitez : StBMegaMillionChoices.ca En cas de divergence entre les règlements et la publicité, les règlements officiels de la loterie MegaMillion 2017 s'appliqueront sans exception. Il se peut que les prix ne soient pas exactement tel qu'illustré.
TÉLÉPHONE 204-256-7203
SANS FRAIS 1-855-256-7203
BILLETS EN PERSONNE aux endroits suivants :
Centre Saint-Vital
LONDON DRUGS
Magasins d'alimentation Main St. Pharmacy
CO-OP Red River
Certains endroits
SHOPPERS DRUG MART
Nº de permis : LGA1517RF
Hôpital St-Boniface Hospital
FONDATION • FOUNDATION

Rénald Rémillard

Directeur général
Fédération des associations de juristes d'expression française



FAIRE PARTIE D'UN RÉSEAU NATIONAL

La création d'un centre Infojustice au Manitoba s'inscrit dans une démarche nationale. « Infojustice fait partie d'un réseau de centres présents dans les provinces », indique Me Rénald Rémillard, directeur de la Fédération des associations de juristes d'expression française (FAJEF).

Il en existe déjà en Nouvelle-Écosse, en Ontario, en Saskatchewan et en Alberta. Cette émergence de centres d'information dans le pays vient combler un manque : « Une étude montrait qu'environ 45 % de la population canadienne faisait face ou avait fait face à un problème juridique durant les 3 dernières années. Il y a un besoin pour les gens d'avoir un lieu dans lequel ils peuvent se renseigner. La vaste majorité de ces cas n'est pas réglé devant les tribunaux, mais par le biais d'avocats et de services de renseignements. Il est important que les gens le sachent. »

Rénald Rémillard souligne l'importance de voir un centre Infojustice s'ouvrir au Manitoba : « Il s'agit d'assurer l'accès à la justice en français. C'est important parce que la justice doit fonctionner dans les deux langues officielles au Manitoba. »

SIMPLIFIER LA JUSTICE POUR LES FRANCOPHONES DU MANITOBA

Lorsque l'Association des juristes d'expression française du Manitoba a approché la Société franco-manitobaine (SFM) à propos de la création d'un centre d'information de justice, Natalie Gagné, la directrice générale adjointe de la SFM, n'a pas hésité. « Pour nous, ça avait beaucoup de sens de parrainer le centre Infojustice, parce que ça répond au besoin d'avoir des services juridiques, en français, accessibles à tous au Manitoba. »

Cet accès simplifié aux services de justice en français est vu comme une victoire pour la SFM. « Il y a deux langues officielles au Canada. On a le droit d'avoir les informations en français, et ça ne devrait pas être plus compliqué pour les francophones de trouver des renseignements. »

À Infojustice, tout se passe en français, et Natalie Gagné en est ravie. « On arrive, et tout est en français. Il n'y a pas besoin d'attendre plus longtemps ou de devoir aller chercher quelqu'un qui parle français. »

Le centre Infojustice permet aux francophones de bénéficier de renseignements généraux ou plus spécifiques. « Le centre s'adresse aux personnes en quête d'emploi, aux aînés, aux nouveaux arrivants qui veulent comprendre le système juridique manitobain. Tout est sous le même toit. On se rend à une seule adresse, et on a réponse à tout, ce qui rend l'approche plus conviviale. »

La directrice générale adjointe de la SFM ne doute pas du succès du centre Infojustice. « Je remarque qu'il y a déjà un achalandage au centre. Cela confirme ce qu'on avait imaginé : le besoin est là, et je suis contente qu'on puisse offrir ce centre à la communauté francophone. »

Natalie Gagné

Directrice générale adjointe
Société franco-manitobaine



Normand Gousseau

Directeur général
Entreprises Riel



NOUVEAUX BUREAUX RUE DES MEURONS : « UNE QUESTION DE SYNERGIE »

En avril, le centre Infojustice ouvrira ses nouveaux bureaux au 614 rue des Meurons. Normand Gousseau, directeur général d'Entreprises Riel, gère le bâtiment.

Pour lui, le déménagement d'Infojustice à cette adresse n'a rien d'un hasard : « C'est une question de synergie. Nous souhaitons avoir des services en français de tout genre dans cet édifice. Infojustice arrive en complément de nos activités et de celles du CDEM (Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba) qui encourage les jeunes entrepreneurs à se lancer en affaires. » De cette façon, le 614 rue des Meurons réunira sous le même toit divers services destinés à aider les francophones du Manitoba.

« L'arrivée d'Infojustice va de pair avec l'établissement de la cour provinciale au rez-de-chaussée du bâtiment, qui va bientôt connaître une expansion. Le lieu va être reconnu comme un centre de justice », explique Normand Gousseau. « Avoir ces services à proximité, c'est un avantage. »

Ce projet est une initiative de la Société franco-manitobaine.

Cette initiative est financée par Justice Canada dans le cadre de la Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 : éducation, immigration, communautés.

Ministère de la Justice Canada
Department of Justice Canada

Caroline Pellerin

Directrice
Infojustice



TOUTES LES INFORMATIONS JURIDIQUES, EN FRANÇAIS

Les francophones du Manitoba peuvent désormais trouver toutes les réponses à leurs questions juridiques auprès d'un seul organisme. « Infojustice Manitoba est important puisqu'il encourage l'égalité du français par rapport à l'anglais au niveau de la justice et garantit un service en français pour ceux qui le demandent », explique Caroline Pellerin, directrice du centre.

Il est parfois difficile de savoir quelle cour de justice est dans l'obligation de tenir un procès en français, ou bien quels sont les droits des francophones vis-à-vis d'un employeur ou d'un propriétaire, ou bien encore qui sont les avocats francophones spécialistes en droit de la famille ou autres spécialités. La mission du centre est de rendre ces informations accessibles à tous.

Infojustice comprend que le système judiciaire peut parfois être intimidant. L'organisme offre donc un système d'accompagnement jusqu'au palais de justice s'il le faut, même si la mission d'Infojustice ne comprend pas les conseils juridiques de cas particuliers.

Mais l'organisme peut tout à fait orienter les francophones vers les ressources appropriées et les aider à se retrouver dans les dédales administratifs judiciaires, ou encore expliquer la décision d'un juge.

Des écoliers aux aînés, en passant par les travailleurs sociaux, Infojustice est là pour offrir les ressources et connaissances adaptées au public. C'est pourquoi l'organisme propose des formations dans les écoles, les foyers et les entreprises. « Avec ce programme, on veut s'assurer que les personnes qui choisissent de s'exprimer en français puissent avoir un accès égal à des renseignements juridiques par rapport à ceux qui s'expriment en anglais », assure Caroline Pellerin.

Lucienne Châteauneuf

Directrice générale
Fédération des aînés franco-manitobains



POUR ABORDER UNE QUESTION DÉLICATE

Lucienne Châteauneuf, directrice générale de la Fédération des aînés franco-manitobains (FAFM) souhaitait aborder la question délicate de l'aide médicale à mourir avec les membres d'un club d'aînés. Elle a fait appel à Caroline Pellerin pour évoquer tous les aspects juridiques que recouvre le sujet.

L'approche d'Infojustice a satisfait ses attentes : « On craignait que l'aide médicale à mourir fasse débat parmi les membres. Mais les gens ont été très intéressés par l'information qui leur a été transmise et ça leur a apporté de la clarté sur le sujet. »

Elle note que Caroline Pellerin a abordé le thème avec tact. « C'était super. C'était la loi, juste la loi. On ne touchait pas à la foi, on ne touchait pas aux soins palliatifs. Elle a évoqué l'évolution des droits à ce sujet, et ce qui fait que l'aide médicale à mourir est maintenant une loi. »

La directrice de la FAFM pense faire à nouveau appel à Infojustice dans l'avenir. « Nous pensons faire d'autres ateliers, par exemple sur le testament. Caroline Pellerin est très ouverte pour traiter ces sujets-là. Si elle n'est pas habilitée à le faire, elle saura nous rediriger vers les personnes qui peuvent nous aider. »

Janet Ronde

Directrice des lo
Municipalité de Lo



CONNAÎTRE LA LOI TELLE QU'ELLE EST

Infojustice peut expliquer avec clarté de
parfois mal connues. Janet Rondeau, dire
des loisirs de la municipalité de Lorne, a fait
à Infojustice pour parler de la loi sur
médicale à mourir à des résidents de Saint

Elle souhaitait que les gens soient informés
que cette loi, votée en juin 2016, repré
vraiment. « C'était important que les
connaissent la loi telle qu'elle est. Ils ont p
tendance à penser, "cette mesure n'a p
sens, les gens ne peuvent pas prendre
décision-là eux-mêmes". »

Caroline Pellerin s'est donc déplacée à Sain
pour faire une présentation. Celle-ci a per
clarifier le sujet. « L'information étai
bonne », indique Janet Rondeau. «
découvert comment l'aide médicale à m
existait dans d'autres pays, et comment
s'est faite au Canada. »

Elle a apprécié que cette présentation soit
un échange. « C'était très décontracté.
étions un petit groupe réuni autour
table. Les gens pouvaient faire
commentaires, poser des questions, et Ca
Pellerin y répondait. »

Convaincue par la présentation, Janet Ron
recontacté Infojustice pour planifier de nou
interventions sur le même sujet dans d'a
villes de la municipalité de Lorne.

NOS SERVICES

CONSULTATIONS TÉLÉPHONIQUES OU PAR COURRIEL

Il est possible de fixer un rendez-vous téléphonique avec un agent-juriste, ou procéder par échange de courriels.

ACCOMPAGNEMENT AU PALAIS DE JUSTICE

Nous pouvons vous accompagner pour une audience dans toute instance administrative ou au palais de justice.

RÉFÉRENCE VERS LES ORGA

Nous pouvons vous diriger vers le

RÉFÉRENCE VERS UN AVOCA

Notre annuaire d'avocats nous per
de résidence et dont la spécialisat

Brigitte Dorge

Conseillère secteur entraide et counselling
Pluri-elles



APPROFONDIR L'AIDE APPORTÉE AUX CLIENTS

Depuis sa création, Infojustice travaille en collaboration avec l'organisme Pluri-elles. La conseillère Brigitte Dorge est très satisfaite de ce partenariat. « Lorsque Caroline Pellerin nous a dit qu'un tel service était disponible, nous avons été très excités chez Pluri-elles. C'était une bonne chose de savoir que nos clients allaient pouvoir en profiter. »

Le centre juridique Infojustice permet à l'organisme Pluri-elles d'assurer un service plus complet auprès de ses clients. « Si nos clients ont des questions sur des procédures juridiques, nous savons que nous pouvons aller chercher du soutien auprès d'Infojustice. Nous avons toute confiance en Caroline Pellerin, et savons qu'elle aiguillera nos clients dans la bonne direction. »

Brigitte Dorge apprécie beaucoup la flexibilité dont fait part le centre Infojustice. « Nous avons la carte d'affaires de Caroline Pellerin pour la contacter nous-mêmes ou mettre nos clients en contact avec elle. Si nous avons besoin de renseignements en urgence, elle répond aux questions directement par téléphone. Certains clients se sont déplacés dans les locaux du centre, et Caroline est aussi venue faire des consultations à Pluri-elles. Nous travaillons ensemble régulièrement. »

Les avantages d'un service comme Infojustice associé à Pluri-elles sont nombreux. « Grâce à Infojustice, les problèmes de certains clients ont été réglés. Parfois, les clients arrivent avec des situations lourdes à porter. En travaillant avec Infojustice, on peut mettre au clair ces situations, parce que l'accès aux conseils juridiques est immédiat. De plus, les clients sont rassurés d'obtenir toutes ces informations en français. »

Danielle Péloquin

Enseignante en 6e année en classe d'immersion à l'école Charleswood



FAIRE DES LIENS AVEC LE CURRICULUM SCOLAIRE

Parce qu'il n'y a pas d'âge pour en apprendre plus sur les droits individuels, Infojustice propose des ateliers pédagogiques en français dans les salles de classe.

Danielle Péloquin enseigne les sciences humaines aux 6e années de l'école d'immersion Charleswood. Elle a fait appel aux services d'Infojustice pour appuyer un cours consacré au Canada actuel et l'identité canadienne, qui sont au programme d'études cette année-là.

La présentation de Caroline Pellerin a abordé des sujets comme le bilinguisme, l'immigration au Canada, et la loi sur le multiculturalisme. Elle a aussi expliqué aux élèves *La Charte canadienne des droits et libertés* et leur a montré comment éliminer les injustices liées à la diversité culturelle.

« Je suis très satisfaite de l'intervention. Caroline Pellerin a fait plusieurs liens avec les résultats d'apprentissage visés par la province. Elle a rendu notre matière « vivante » et intéressante pour les élèves. Le tout était interactif et à leur niveau. C'est fantastique d'avoir ce service en français offert gratuitement pour nos salles de classes. J'encourage fortement les autres enseignants de sciences humaines à l'inviter à venir. »



ANISMES QUI PEUVENT VOUS AIDER

s ressources appropriées à votre situation.

AT D'EXPRESSION FRANÇAISE

rmet de vous référer à un avocat près de votre lieu
on correspond à vos besoins.

ATELIERS ET SESSIONS D'INFORMATION

Nous offrons des ateliers et des sessions d'information sur divers sujets reliés au droit. Faites-nous part de votre intérêt et nous pouvons nous déplacer pour livrer la séance d'information demandée.

UNE RENCONTRE EN PERSONNE

Il est possible de fixer une rencontre individuelle avec un agent-juriste. Les rencontres sont sur rendez-vous et elles sont d'une durée maximale de 45 minutes.